

● LA LOI DES NOUVEAUX TSARS

Lire en page 2 l'article de Joëlle Feclaz

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 24 NOVEMBRE 1977 — N° 564

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Après son voyage

SADATE EXPULSE 3 DIRIGEANTS PALESTINIENS

La première conséquence tangible de la rencontre Sadate-Bégin est l'interdiction au Caire de toute expression du peuple palestinien. Après la suppression des émissaires de la Résistance palestinienne, «la voix de la Palestine», diffusées à partir de la capitale égyptienne, trois responsables de la Résistance viennent d'être expulsés purement et simplement : il s'agit du directeur du bureau de l'OLP au Caire, du représentant du Fath et du dirigeant de la Fédération des étudiants palestiniens en Égypte. Cette grave décision des autorités égyptiennes, témoigne de la nature de la «paix» qui pourrait sortir des tractations engagées entre le régime égyptien et les chefs sionistes, et qui doivent se poursuivre secrètement, en vue d'une reprise de la conférence de Genève : une paix israélienne où les droits fondamentaux du peuple palestinien et de tous les peuples arabes seraient bafoués.

En lançant mardi un appel au développement de la lutte armée en Palestine occupée, le comité exécutif de l'OLP a signifié la volonté de la Résistance de poursuivre le combat.

En se félicitant mardi dans une déclaration commune de la rencontre Sadate-Bégin, les 9 du Marché commun estiment se placer dans le «courant» et acquérir ainsi le droit d'avoir leur mot à dire dans le cadre d'une nouvelle conférence de Genève. Mais leur initiative, marquée par un virage aigu de la position française, en 48 heures, et son ralliement — le fait est devenu coutumier — à la position allemande, cette initiative qui renforce le concert des appels aux concessions arabes, n'a guère de chances de rencontrer d'écho parmi les masses arabes décidées à se libérer.

Le plan de chômage continue

2000 LICENCIEMENTS A SAVIEM-BERLIET



Les comités centraux d'entreprise de Saviem et Berliet sont convoqués pour vendredi : à leur ordre du jour, sont

inscrits des milliers de licenciements, des réductions d'horaires et l'extension du chômage partiel déjà existant.

actuellement de 41 h 30 vont être réduits !

Berliet réunira vendredi également son comité d'entreprise pour lui annoncer 1300 suppressions de postes !

La Saviem projette le licenciement de 701 travailleurs, dont 222 à l'usine de Blainville, la plus grosse unité de production du groupe avec 7500 ouvriers, 194 à l'usine de Limoges, 192 à Suresnes et 93 à Annonay (Ardèche). Parallèlement, le chômage partiel va s'amplifier alors que les travailleurs du groupe ont déjà chômé avec les pertes de salaire que cela suppose, un mois depuis un an, 19 jours de chômage sont à nouveau prévus jusqu'en avril 78 ! Les horaires qui sont

Beullac il y a quelques jours, affirmait hypocritement qu'il était confiant dans l'amélioration de l'emploi précisément à Lyon, où Berliet possède une importante usine. Les travailleurs de l'automobile ne sauraient accepter ce vaste plan de chômage qui n'est d'ailleurs que le premier pas vers d'autres mesures encore plus importantes.

(Lire page 4)

Dans le bassin minier
de Lorraine

Une ville menacée d'effondrement



Lire notre article page 5

Show giscardien en Haute Savoie

Barre a choisi Cruseilles, chef de canton de Haute-Savoie, pour inaugurer la «nouvelle politique de la communication» recommandée par Giscard.

On annonce «Monsieur le Premier Ministre» au haut parleur et Barre entre dans le gymnase du village «comme un bœuf sur un ring» dira la radio.

(Lire page 7)

1 salarié sur 3 gagne moins de 2000 F

Un salarié sur trois gagnait en 1976 moins de 2000 F par mois, et plus d'un salarié sur deux, moins de 2500 F : ce sont quelques unes des conclusions d'un rapport très officiel établi par le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts consacré aux «revenus des Français».

(Lire page 4)

Le procès des nafrageurs du «Cap de la Hague»

Quatre ans après le naufrage du «Cap de La Hague», le tribunal de Boulogne juge les deux responsables de cet accident qui a fait douze morts parmi l'équipage. La drague marine hâtivement bricolée n'aurait jamais dû prendre la mer si les normes de sécurité avaient été prises en considération.

(Lire page 5)

La ligne bleue Paris-New York

5 secondes... 4... 3... Nouveau lancement spatial à destination de la lune ? Erreur profonde. Ce compte à rebours plein d'un formidable suspense, c'est l'atterrissage de Concorde à New-York vu par un reporter à la radio. Pour le premier voyage on n'a pas lésiné : caviar au Waldorf Astoria pour les personnalités affamées par les 3 heures 39 minutes de trajet, parade des deux Concorde d'Air France et de British Airways sur la piste. Et puis, pensez-vous

«on» est arrivé avec deux minutes d'avance sur le Concorde anglais ! Le jour de gloire est arrivé, comme n'hésite pas à le dire L'Humanité. La manifestation des riverains ? Une petite «tache» que le journaliste du PCF balaye d'un revers de plume. Concorde il est beau, Concorde il est gentil, il ne pollue pas, il ne fait pas de bruit... Du Figaro à L'Humanité, tous les journalistes avaient les yeux fixés sur la ligne bleue de Paris à New-York.

CAHIERS DU SAMIZDAT TETRAДИ САМИЗДАТА

La constitution de Brejnev

Par Joëlle FECLAZ

LA LOI DES NOUVEAUX TSARS

● C'est à la veille de la célébration du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre que Brejnev décidait de faire adopter par le Soviet suprême le texte définitif de la nouvelle constitution soviétique. L'accouchement en avait été laborieux et difficile : Krouchtchev déjà, en 1959, projetait une nouvelle constitution ; Brejnev, après s'être emparé de sa place en 64, en promettait une autre pour 1967 au moment du 50ème anniversaire d'Octobre. Dix ans après, Brejnev réussissait enfin. C'était l'aboutissement d'interminables querelles au sein du Kremlin. D'ailleurs, quand Brejnev présentait le projet de sa Constitution en juin 77, on apprenait au même moment l'éviction de Podgorny, chef de l'Etat soviétique. Et peu après, on annonçait avec grand fracas la nomination de Brejnev au poste de chef de l'Etat. Brejnev, secrétaire général du PCUS, maréchal de l'armée soviétique, s'attribuait aussi la

direction de l'Etat. Le cumul ne pouvait être plus parfait.

La présentation et l'adoption de la nouvelle Constitution sanctionnaient donc son triomphe personnel dans la lutte sans merci que se livrent les dirigeants pour se maintenir au pouvoir, à la tête de pans entiers de l'appareil de l'Etat et du parti. Triomphe d'un homme qui est arrivé à faire le vide de tous les gêneurs, mais fragilité par là-même, du système politique soviétique, qui ne se maintient qu'au prix de luttes aiguës entre les dirigeants, qu'au prix d'une répression féroce contre le peuple. Les bruits insistants sur la mauvaise santé de Brejnev, les interrogations sur d'éventuels successeurs que les Soviétiques les plus avertis n'arrivent pas à supputer au sein du Bureau politique du PCUS en sont une preuve.

Les solennités de la célébration d'Octobre étant passées, les lampions s'éteignant, la réalité de la répression demeure, sinistre. Les procès contre Guinzbourg et Chtcharansky vont s'ouvrir incessamment. Cette nouvelle constitution, si démocratique aux dires de Brejnev, va maintenant entrer en application : autant de nouvelles armes juridiques pour couvrir la répression.

« dans laquelle, sur la base du rapprochement de toutes les classes et couches sociales, d'une égalité de jure et de facto toutes les nations et ethnies, s'est formée une nouvelle communauté historique, le peuple soviétique. » Ainsi donc, un nouvel Etat soviétique serait né, la fin de la lutte de classes ayant été décrétée. Et la Constitution sanctionnerait ce *« développement historique »*.

Dictature de la nouvelle bourgeoisie

Dès l'introduction de la nouvelle constitution, on lit *« Une fois menées à bien les tâches de la dictature du prolétariat, l'Etat soviétique est devenu l'Etat du peuple entier »*. Ainsi, alors que dans la constitution précédente *« L'Union des Républiques socialistes soviétiques est un état socialiste des ouvriers et des paysans »*, elle devient maintenant *« un état socialiste du peuple entier »*. Et à cela, les justifications abondent : *« Le pouvoir soviétique... a mis fin pour toujours à l'exploitation de l'homme par l'homme, aux antagonismes de classe et à l'hostilité entre les nations »* *« Une société socialiste développée a été édifée en URSS »*. Société

Et c'est au nom de cet *« Etat du peuple entier »* et du *« socialisme développé »* que des milliers de gens sont déjà et seront envoyés dans les camps de travail et les asiles psychiatriques, que le peuple est et sera privé des produits de première nécessité. Pourquoi ? Des ouvriers, parce qu'ils se mettent en grève, des ouvriers et des intellectuels parce qu'ils dénoncent la violation quotidienne des droits de l'Homme, des Ukrainiens, des Lituaniens, des Géorgiens, des Tatars parce qu'ils luttent pour le droit de leur nation à exister, sont emprisonnés par des dirigeants qui ne supportent pas la moindre opposition. Le peuple fait la queue pour se nourrir et se vêtir, parce que tout l'effort économique porte sur le développement de l'industrie de guerre, parce qu'une minorité de diri-

geants d'entreprises, d'organisations du parti et de l'Etat s'approprient les richesses créées par le peuple.

« L'Etat du peuple entier » c'est un Etat dirigé par une bourgeoisie qui détient le pouvoir dans l'Etat, les entreprises et le parti. C'est une dictature bourgeoise qui n'ose pas dire son nom. A l'instar des bourgeoisies occidentales, la nouvelle bourgeoisie soviétique camoufle sa dictature sous les vocables de démocratie, pouvoir du peuple, etc. Mais elle va encore plus loin. Alors que les bourgeoisies occidentales reconnaissent, bon gré mal gré, l'existence de la lutte des classes et fourbissent ouvertement leurs armes contre le prolétariat, la bourgeoisie soviétique, non seulement la nie, mais prétend y avoir mis fin. Le nouvel Etat soviétique étant au-dessus des classes, les classes n'existant plus en URSS, l'approbation et l'accord des masses deviendrait donc forcément total. L'opposition ne prendrait alors plus qu'un aspect marginal, voire criminel et devrait être traitée comme telle. Ce que Brejnev s'est empressé d'appliquer, c'est le perfectionnement de la définition de *« l'Etat du peuple entier »* s'accompagnant d'un accroissement constant de la répression. Sous couvert d'apport créateur au marxisme-léninisme, Brejnev, dans sa constitution, a légalisé un régime de dictature fasciste.

La dictature du parti

« Les tâches que le parti communiste doit maintenant résoudre sont maintenant plus complexes et variées. Il joue un rôle bien plus important, son action dirigeante dans toute la vie intérieure du pays et dans sa politique extérieure a pris une grande ampleur. » C'est en ces termes que Brejnev, dans son rapport

de juin 77, justifie la toute-puissance du PCUS. L'article 6 lui est tout entier consacré. Certes, son rôle est devenu bien plus important, car il est devenu l'instrument indispensable, privilégié de la bourgeoisie pour renforcer son contrôle sur tous les aspects de la vie du peuple. Et sous couvert de renforcer le rôle d'un parti appelé *« communiste »*, le but à long terme est bien d'en faire le seul et unique organe de pouvoir de la dictature fasciste. Ainsi, dans le soi-disant *« débat démocratique »* qui s'est déroulé entre la présentation du budget et son adoption, certains amendements proposaient purement et simplement que les fonctions d'Etat soient transférées directement aux organismes du parti et que le Bureau politique du CC du PCUS soit investi du pouvoir législatif et ainsi de suite. On ne s'embarrasserait même plus des apparences formelles. Brejnev, dans son second rapport sur la Constitution le 4 octobre 1977, s'est empressé habilement de qualifier ces suggestions d'erreurs. Le temps n'est point encore venu à cette nouvelle bourgeoisie d'exercer sa dictature à visage complètement ouvert, elle veut se conserver le plus longtemps possible le masque socialiste qui couvre la terreur fasciste. Face à ceux, de plus en plus nombreux en URSS, qui dénoncent la dictature du PCUS, Brejnev tente encore de donner le change, maintenant une façade de système représentatif.

L'ordre social-fasciste

La presse, la radio, la télévision soviétiques ont déversé des déclarations enthousiastes sur l'abondance des droits et libertés accordées par la constitution aux citoyens soviétiques. Et Brejnev de s'étendre avantagement



sur les bienfaits d'une constitution qui, une des premières au monde, proclamait le droit au logement, etc., etc..

Y proclame-t-on le droit de grève ? Point du tout. Par contre, les menaces sont nettes : *« Le refus d'effectuer un travail socialement utile est incompatible avec les principes de la société socialiste. »* (article 60).

Plus loin (article 65) on lit *« Le citoyen est tenu de respecter les droits et les intérêts légitimes d'autrui, d'être intransigeant à l'égard des actions anti-sociales et de prêter tout le concours possible au maintien de l'ordre public. »* Certes, dans un état socialiste, l'ordre public est assuré par le peuple ; certes, tout citoyen respecte les droits et intérêts d'autrui. Mais l'ordre public dans la Russie de Brejnev qu'est-ce donc ? C'est le droit aujourd'hui d'arrêter et de menacer de mort pour haute trahison l'opposant Chtcharanski, sur la base d'aucune preuve. Appeler les citoyens soviétiques de façon péremptoire et menaçante à maintenir cet ordre-là,

c'est les appeler à la délation, à la collaboration, à la répression fasciste.

C'est aux victimes de cette répression que nous donnerons la parole dans nos prochains numéros en publiant les extraits d'un texte diffusé par le Samizdat. Les opposants y dénoncent les points saillants du système d'oppression légalisée par la Constitution : comment la prétendue affirmation du droit au travail camoufle le travail forcé, la discrimination, les interdictions professionnelles ; comment la prétendue égalité camoufle le système des privilèges dans l'instruction, le droit à la retraite... ; comment l'inviolabilité du domicile et de l'individu est violée tous les jours par le KGB ; comment la justice est devenue la chasse gardée du KGB et du PCUS.

Les phrases pompeuses, fardées de formules marxistes, ce sont des opposants soviétiques qui peuvent le plus directement en mettre à nu l'imposture : en les confrontant aux faits, à la réalité quotidienne d'oppression fasciste et d'exploitation qu'ils vivent.

Des affirmations grotesques

Un chapitre spécial de la Constitution est consacré à la politique extérieure. On y lit — entre autres — que les relations de l'URSS avec les autres Etats sont fondées sur l'observation des principes *« du refus mutuel de recourir à la menace ou à l'emploi de la force », « de l'inviolabilité des frontières », « de l'intégrité territoriale des Etats », « de la non-intervention dans les affaires intérieures »*. C'est sans doute à partir de ces principes que l'URSS de Brejnev a envahi la Tchécoslovaquie en 1968, attaqué l'île chinoise de Tchenpao en 1969, envoyé ses mercenaires intervenir en Angola et au Zaïre, envoyé aujourd'hui des conseillers, des armes et des mercenaires dans la Corne de l'Afrique, et entretient une flotte de guerre sur tous les océans.

Demain :
LA CONSTITUTION DE BREJNEV
DÉNONCÉE PAR LES DISSIDENTS
Extraits des
CAHIERS DU SAMIZDAT

Égoutiers parisiens

OCCUPATION RENFORCÉE

34ème assemblée générale, 34ème jour de lutte, mardi matin pour les égoutiers parisiens. Dimanche et lundi, le mouvement d'occupation s'est considérablement renforcé, puisqu'il touche maintenant une quinzaine d'ateliers (les ateliers 1, 2, 7, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 22, 23, 24, 25, 32). Ces occupations ont pour conséquence minimum d'empêcher l'administration de réquisitionner certains matériels, ainsi que, dans certains endroits de stopper des chantiers de réparation en cours.

A propos de cette occupation, le secrétaire général du syndicat CGT des égoutiers déclarait au cours de l'assemblée générale

«*Camarades, c'est une grève très dure. Elle est dure et elle répond aux souhaits que vous avez exprimés dans les ateliers de ne pas céder. (...) Il n'en est pas moins vrai que non seulement elle est dure, mais il y en a encore qui veulent la durcir, ce qui veut dire qu'il existe des possibilités de faire aboutir vos légitimes revendications.*» Ce durcissement, pour le syndicat CGT, passe dans un premier temps, parallèlement à l'extension de l'occupation, par le ralliement de ceux qui ne sont pas encore rentrés dans le mouvement.

Les grévistes ont pu prendre connaissance

mardi d'une lettre envoyée par un de leurs camarades à Chirac, en réponse à celle qu'il a envoyée à chaque gréviste, l'invitant à cesser le mouvement ! Cette lettre souligne, entre autres, à propos de la revendication sur les deux jours de congés consécutifs, qu'il ne saurait être question d'accepter en même temps une augmentation de l'horaire quotidien de 20 minutes, comme le propose FO et la CFTC «*Ce serait trahir nos aînés qui se sont battus pour la journée de 6 heures. Ceux qui acceptent une telle proposition ne sont pas dignes d'être appelés égoutiers.*»

Au cours de l'assemblée

générale, d'autre part, a été annoncée la tenue du congrès de l'Union syndicale des services publics CGT, qui se tient ces mercredi, jeudi et vendredi à Paris, au cours duquel le syndicat CGT des égoutiers appellera à étendre le soutien, dans un premier temps financier, à la lutte en cours.

Soutien d'autant plus nécessaire que l'administration chiraquienne commence à multiplier les provocations et attaques contre les piquets de grève mis en place dans certains ateliers. Ainsi lundi, flics et huissiers sont intervenus à Maleville (bureaux) dans le 8ème arrondissement.

IBM VEUT METTRE SON PERSONNEL EN FICHES !

Un lecteur parisien du QdP nous envoie un tract de la section CFDT d'IBM. Il ajoute : «*A la lecture de ce tract, il apparaît que la «compagnie», comme se plaisent à l'appeler les cadres de cette entreprise, semble toute prête à utiliser ses ordinateurs pour classer le personnel par catégories, en traitant les réponses d'une soi-disant «enquête de statistique» et dont la teneur est loin d'être «neutre» comme on peut le voir dans ce*

tract. Et il est vrai qu'IBM a des moyens à mettre dans la «surveillance» du personnel, puisque c'est l'entreprise qui a fait le plus de bénéfices en France l'année dernière, en pleine crise.»

Nous publions des extraits du tract de la CFDT dénonçant cette enquête, qui concerne le personnel du G.O. et des usines de Bordeaux, Corbeil et Montpellier.

POURQUOI UNE ENQUÊTE ?

Ce procédé permet une évaluation très précise de l'état d'esprit du personnel d'IBM (degré de docilité) ainsi que de la capacité de nos directions à tirer sur la corde sans la casser, c'est-à-dire : à concilier un taux de profit maximum et un mécontentement des managés juste insuffisant pour entraîner des «catastrophes».

Avantages de la méthode :

— Elle semble flatteuse : on nous demande notre avis.

— Elle court-circuite la voie hiérarchique : on autorise un brin de défoulement qui ne coûte pas cher !...

— Elle court-circuite le rôle essentiel des délégués du personnel élus par nous et qui ont vocation légale de présenter à la direction tous les mécontentements et toutes les revendications du personnel. (...)

PAR QUI ET POUR QUI ?

N'allons surtout pas croire qu'il s'agisse là d'une initiative d'IBM-France. Bien au contraire, l'enquête est un outil forgé par nos bons maîtres de Armonk ; les questions sont élaborées au niveau international par des socio-psychologues qui connaissent parfaitement leur métier. (...)

LES CONDITIONS DE L'ENQUÊTE

Dans la brochure de l'enquête internationale 74, page 39, rubrique «renseignements généraux», on nous demande : notre âge, notre sexe, notre ancienneté, notre formation... et comme nous indiquons en outre notre numéro de service.

Nous sommes parfaitement identifiés. Et si nous en doutons encore notre manager «participe» à l'élaboration des résultats : il reçoit en effet un listing complet de son groupe ou service ! (...)

L'UTILISATION DES RÉSULTATS

Les réponses sont réunies en un fichier, lequel sera traité par ordinateur. Tout d'abord, l'ordinateur sortira un «listing» des réponses fournies à toutes

les questions, pour chaque groupe. Et chaque manager 1ère ligne recevra ainsi le listing qui le concerne. (...)

Ensuite, un deuxième listing donne les résultats par grande catégorie de personnel (administratifs, inspection, TC ou IC).

Enfin, chaque directeur peut demander un listing particulier comportant des résultats en fonction du sexe et/ou de l'âge et/ou de la formation... de tout ou partie de la population qui le concerne.

Ainsi, la direction pourra établir son plan de rémunération de 78 en fonction de l'attachement pour la compagnie qu'auront manifesté les employés. Elle pourra aussi décider de démanteler une agence en tenant compte de la mobilité qu'aura admis le personnel de cette agence. Elle pourra étouffer un conflit naissant chez les gestionnaires de compte détecté par l'enquête ou déterminer de combien les charges des inspecteurs et des TC pourront être accrues en 78 sans risque de conflit ou encore moduler les critères d'embauche des IC, en fonction des réactions différentes selon la formation. (...)

La CFDT appelle à ne pas répondre à ce questionnaire, ou de façon évasive et garantissant l'anonymat.

Nanterre C.T.A.

Répression aujourd'hui interdictions professionnelles demain ?

Mercredi 9 novembre, suite à une sanction arbitraire de l'inspecteur, le personnel de la salle de la brigade B décidait de débrayer.

Ce débrayage est la conséquence de la répression que veut imposer l'administration dans le C.T.A. En effet, pour faire passer son plan de rentabilisation au C.T.A., l'administration a besoin d'un personnel malléable et corvéable à merci : P.V. arbitraires, sanctions aux moindres retards, interdictions de remplacements pour insuffisance de rendement, passage en jour pour les «*unitards récalcitrants*», brimades des chefs... sont devenus le lot quotidien des postiers du centre.

Mais lorsque les postiers refusent cette situation, l'administration a recours aux grands moyens. En effet, suite au débrayage, un inspecteur de la direction départementale a interrogé les grévistes, P.V. 532 à l'appui.

Il s'agit de véritables interrogatoires policiers : appel à la délation, accusations mensongères, pressions en prétextant de témoignages totalement imaginaires, tentative pour connaître les opinions politiques et syndicales des grévistes.

Derrière ces pratiques, ce qui se profile, c'est l'alignement sur les méthodes en usage en R.F.A. en particulier les interdictions professionnelles.

A l'heure où Giscard extradait Klaus Croissant, apportant ainsi un soutien au gouvernement social-démocrate de Schmidt, dans les PTT, on voudrait se débarrasser de tous les postiers combattifs, en particulier interdire l'entrée de l'administration aux militants révolutionnaires.

Cette attaque contre les libertés démocratiques appelle une riposte énergique. C'est à cela que les postiers de Nanterre C.T.A. se préparent.

Correspondant P.T.T. 92

Sambre et Meuse (Nord) : grève contre l'embauche d'un adjudant

Les travailleurs, au nombre de 1 500, de l'entreprise Sambre et Meuse (métallurgie) à Feignies dans le Nord, sont en grève totale. Ils entendent de la sorte empêcher l'embauche prochaine par la direction, d'un ancien adjudant chef de gendarmerie retraité particulièrement répressif pour s'occuper des services de gardiennage. Il n'y a pas si longtemps, il occupait déjà un poste de gardien dans un grand magasin de la région.

Chalais (Charente) : le silo à grains s'ouvre un travailleur tué

Deux travailleurs de Chalais, dans la Charente, étaient occupés à travailler sous un silo à grains rempli de 200 tonnes de maïs. Le silo s'est ouvert laissant se déverser rapidement le maïs. Un travailleur a eu une jambe brisée, son camarade est mort étouffé sous le poids !

Les travailleurs lock-outés à Matignon

Les travailleurs des petites presses de Renault mis en lock-out lors de la grève de leurs camarades caristes, continuant leur mouvement pour exiger le paiement intégral de leur chômage forcé pendant déjà cinq semaines. Mardi, une délégation de 200 d'entre eux s'est rendu en manifestation à l'hôtel Matignon pour exiger ce paiement.

● Les ouvriers du dépôt de la RATP à la Bastille (Paris) chargés du dépannage, sont en grève totale depuis mardi. Ils exigent une augmentation de leurs salaires et une réduction.

● Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Jossermoz à Annecy occupent toujours leur entreprise contre la fermeture. La direction de la société Balency-Briard, qui avait racheté il y a quelques temps Jossermoz pour la liquider (c'est maintenant prouvé) vient de faire appel au tribunal des référés de la ville pour exiger l'expulsion des grévistes !

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

SAVIEM ET BERLIET : 2 000 EMPLOIS SUPPRIMÉS !

Les Comités centraux de Berliet et de la Saviem doivent se réunir vendredi, mais la direction de la Saviem a déjà annoncé sa décision de licencier 700 de ses 15 000 salariés, et Berliet ne devrait pas tarder à annoncer de son côté 1 300 licenciements. Au total, entre les deux entreprises, 2 000 emplois seront supprimés d'ici la fin de l'an prochain.

Les raisons invoquées sont la crise du poids-lourd français et la concurrence étrangère. La nouvelle gamme haute de la Saviem, avec ses camions de plus de 15 tonnes, ne donne rien dans l'immédiat. Au niveau des ventes de véhicules industriels, on assisterait à une diminution de 14 % pour la Saviem, depuis le début de l'année. Les ventes à l'exportation ont diminué de près de moitié. La Saviem estime à 4 000 le nombre de camions qu'elle peut produire par mois. Les commandes n'ont atteint que 2 320, et les effectifs actuels permettent d'en sortir 3 500. La solution, pour la Sa-

vem n'a pas traîné : plusieurs semaines de chômage partiel, pour diminuer la production jusqu'à environ 300 unités par mois. Mais ce chômage partiel à répétition laissait présager d'autres mesures, les licenciements annoncés aujourd'hui. Déjà une partie du travail effectué par des sous-traitants était faite à la Saviem même. Le chômage touchait donc ces entreprises dans un premier temps.

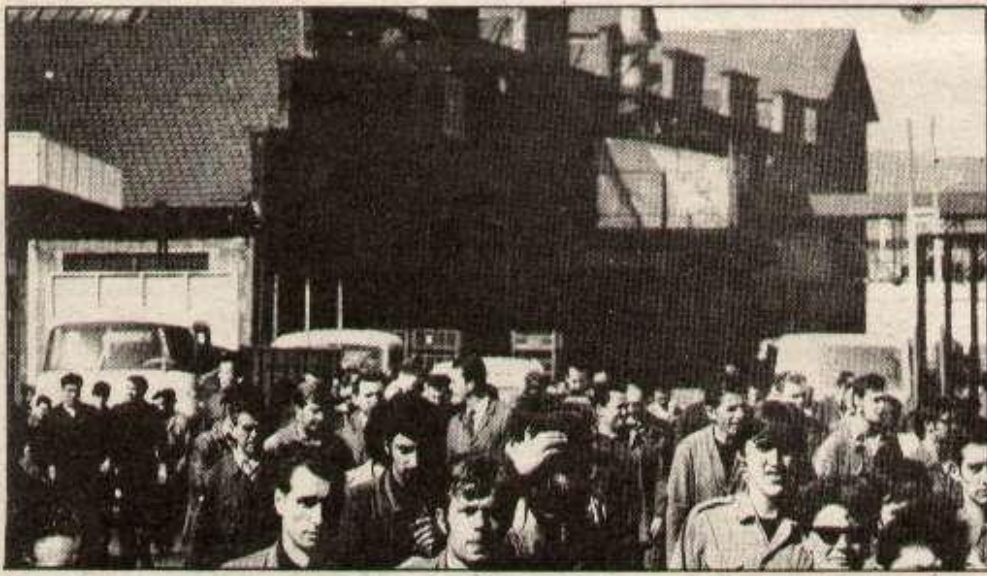
LES PLUS DE 58 ANS LICENCIÉS

La Saviem prévoit le licenciement de tous les travailleurs ayant plus de 58 ans. Au cours de l'année 78, tous ceux qui atteindront cet âge se verront alors licenciés. Si-nistre cadeau d'anniversaire pour ces travailleurs qui n'ont aucune chance de retrouver du travail : ils n'auront que 85 % de leur salaire, entre l'Assedic et une sorte de complément payé par l'entreprise. 701 salariés sont concernés, dont 352 ouvriers et 83 employés et techniciens.

RÉDUCTION DES HORAIRES ET CHÔMAGE TECHNIQUE

Ces mesures ne suffisent pas encore à la direction qui envisage de réduire encore les horaires, actuellement de 41 heures par semaine, et d'étendre le chômage technique. A Blainville, par exemple, il serait question de 5 jours de chômage en décembre, et d'une vingtaine de jours entre janvier et avril 78. Mais ce n'est pas tout, puisque la direction n'exclut pas l'hypothèse d'une mise en chômage total, sans rompre le contrat de travail !

La CGT et la CFDT auxquels s'étaient joints FO et la CGC se sont rencontrés mardi à Blainville pour exiger l'annulation du projet. Ils demandent au gouvernement, patron du groupe nationalisé, de prendre ses responsabilités ; car les travailleurs ne toléreront pas que les licenciements prévus soient effectués.



A Aix-en-Provence, ville du chômage

59 LICENCIEMENTS CHEZ DESESSART

Lundi après-midi à 15 heures, les travailleurs de Desessart à Aix (groupe Voyer) convoquaient la presse afin de populariser leur volonté de lutter contre les 59 licenciements collectifs. On pouvait remarquer l'absence significative du *Provençal*, le journal de Defferre, qui avait précédemment censuré le communiqué de presse des travailleurs.

Lors de l'assemblée générale de jeudi dernier, les travailleurs de Desessart avaient décidé à une très forte majorité l'occupation sans cessation d'activité, avec blocage des livraisons. Mais les manœuvres

de la direction et de certains éléments de la maîtrise, faisant courir des calomnies sur la section syndicale CFDT, ont réussi à semer le doute et la division au sein des travailleurs sur la nécessité d'une riposte immédiate.

Cependant, les ouvriers se sont opposés massivement vendredi au départ d'un camion de ferraille, début du démantèlement de l'usine, et lundi, d'un camion de livraison. Ces actions sont le reflet d'un désir de riposte. Mais comment empêcher efficacement le départ du matériel et des livraisons sans occupation ? A Aix, ville

du chômage, quel est l'enjeu de la lutte à mener chez Desessart ? Alors qu'il y a 7 500 chômeurs, que fermetures et licenciements se multiplient, à la SESCO, à Coq (entreprise qui fabrique du matériel vinicole), à Aixibat, à Zénith et que bientôt il ne restera plus d'emplois industriels sur la ville, est-ce que la lutte est possible aujourd'hui, et comment ? Ce sont les questions qui se débattent chez les travailleurs de Desessart en ce moment, et qui pèseront sur l'issue de la lutte.

Correspondant
Aix-en-Provence

Selon un rapport officiel du CERC

EN 1976, 1 SALARIÉ SUR 3 GAGNAIT MOINS DE 2000 F

En 1976, un salarié sur trois gagnait moins de 2 000 francs par mois et plus d'un salarié sur deux (56,5 %) moins de 2 500 francs.

Telles sont quelques-unes des conclusions de l'enquête réalisée par le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts (CERC), organisme tout à fait officiel, publiée sous le titre : «Les revenus des Français».

Les chiffres cités plus haut montrent, s'il en était besoin, que les faibles salaires sont toujours le lot de millions de travailleurs, contrairement à la propagande gouvernementale sur l'élevation des revenus des salariés.

Ces chiffres de plus constituent des moyennes, qui cachent des situations particulièrement catastrophiques. Ainsi, 790 000 travailleurs (6,7 % des salariés de l'industrie et du commerce) gagnent moins de 1 530 francs par mois. Jeunes et apprentis sont les plus touchés.

GREVE A L'ENNA D'ANTONY

Ça bouge à l'ENNA (formation de professeurs de CET) d'Antony. Ils étaient 150 stagiaires à manifester mardi rue de Chateaudun, au Ministère de l'Éducation Nationale, alors qu'une grève massive était observée à l'école. La grève est principalement motivée par la suppression des indemnités de séjour, qui représente une amputation de 600 F sur le salaire d'un stagiaire marié. D'autres problèmes, liés au manque de personnel, comme la fermeture du centre de documentation, étaient mis en avant, ainsi que la possibilité pour les stagiaires d'effectuer leur stage là où ils habitent et ont leur famille. Tous les stages sont en effet prévus en région parisienne, ce qui évite au ministère de verser des indemnités de stage.

Après une entrevue, les manifestants ont obtenu que le décret supprimant l'indemnité de séjour ne serait pas appliqué en 77-78 mais pas la suppression du décret. Les stagiaires restent vigilants et sont prêts à reprendre la lutte sur le problème des stages.

D'autre part, beaucoup remettent en cause la pédagogie enseignée à l'ENNA qui pour certains professeurs découle d'un profond mépris à l'égard des élèves de CET. «Ils ne comprennent rien», dit-on aux stagiaires, pour leur expliquer comment préparer les cours destinés aux élèves de CET.

Une coordination avec les autres ENNA est en cours.

Correspondant ENNA

Quant aux femmes, le rapport du CERC établit que leurs salaires sont inférieurs en moyenne de 33 % à ceux des hommes (l'écart atteint 41 % pour les employés du commerce !)

Par ailleurs, l'évolution des salaires montre que les écarts n'ont pas changé sensiblement depuis 1955. Les bas salaires n'ayant toujours pas rattrapé le

retard pris sur ceux des cadres entre 1955 et 1967.

Enfin, les prélèvements sur les revenus (impôts directs et indirects, cotisations sociales) n'ont cessé de croître. Sur les salaires ouvriers, ils sont passés à 49,2 % : 3,2 % en impôts sur le revenu, 13,2 % en impôts indirects, 32,8 % en cotisations.

100 ha de fonds marins détruits au large de Toulon

Après Marseille, c'est au tour de Toulon, La Seyne et Six-Fours d'être mis en accusation pour faits de pollution. Ces trois villes rejettent leurs déchets en mer au pied du Cap Sicié : à cet endroit sur une surface de 100 ha toute trace de vie a disparu. C'est le sombre tableau que vient de dresser une équipe de plongeurs de la commission extra-municipale d'écologie marine (Écomair), confirmant ce que les associations écologistes locales dénoncent depuis plusieurs années déjà.

Il apparaît que dans le cas de l'égoût de Toulon, les principaux agents de pollution soient les détergents : ils ont détruit les «mattes» du cap Sicié. Les «mattes» ce sont les grands champs de posidonies, longues algues, où les poissons venaient trouver leur subsistance et aussi se reproduire. Ces ravages ont été rendus possibles par l'absence de toute station d'épuration des déchets avant rejet en mer. Il est bien question d'en construire une. Mais si les municipalités en question discutent du projet depuis longtemps, rien de concret n'a été fait. Et les fonds détruits ne cessent de s'étendre.

Boycott des conseils d'école par le SNI

Le Syndicat national des instituteurs qui annonce 300 000 adhérents vient de décider le boycott des conseils d'école prévus par la réforme Haby. Ce boycott doit durer en principe tant que les revendications du SNI n'auront pas reçu de réponse «satisfaisantes» de la part du gouvernement : amélioration des conditions de travail, allègement des effectifs des classes (25 élèves en CE 1), remplacement assuré des maîtres en congé.

Les conseils d'école doivent réunir à la fois le conseil des maîtres et le comité de parents, dont les élections se sont déroulées il y a quelques jours. Ils n'ont de pouvoirs que consultatifs et ne représentent qu'une parodie de participation. Malgré tout, le SNI n'avait pas affirmé jusqu'ici son intention de les refuser. Il se pourrait que la décision de boycott ait été facilitée par les résultats des élections aux comités de parents : la fédération Cornec proche du SNI, n'ayant pas obtenu le succès escompté.

Lutte Santé Sécurité numéro 7 est paru

(revue du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de travail - CLISACT)

Toutes les commandes sont à passer directement au CLISACT ; 56 rue des Guipons. 94 800 VILLEJUIF
Prix 5 F + 2 F de port. Chèques bancaires à l'ordre du CLISACT.

Boulogne : après le naufrage du «Cap de La Hague»

PROCES D'UN EXPERT ET D'UN PATRON

Lundi, devant le tribunal de Boulogne a commencé le procès de deux hommes : Vial et Bourceau responsables de la mort de douze hommes le 11 octobre 1973. Ce jour-là, «Le Cap de la Hague» prenait la mer pour la première fois. Cet ancien cargo reconstruit à peu de frais en drague marine devait faire naufrage au large de Calais.

Le drame s'est produit alors que «Le Cap de la Hague» avait à peine commencé ses travaux de ramassage des graviers sur les fonds marins. Le bâtiment, long de 86 mètres, se retournait, quille en l'air. Un ferry-boat anglais, le «Free enterprise» recueillait le lendemain matin deux survivants ainsi que les corps des deux autres

marins. Il restait onze hommes d'équipage à bord et les secours s'organisaient pour tenter de les sauver. L'opération se révélait particulièrement difficile. En vain, les sauveteurs tentaient de découper au chalumeau la coque de la drague qui finissait par couler. Les sauveteurs persistaient cependant dans leurs efforts. Un scaphandrier parvenait à percer un trou dans la coque et à l'agrandir en y faisant exploser des charges de dynamite. Par ce trou, il arriva juste à temps pour sauver le dernier rescapé, Lionel Girard, 27 ans, qui se retrouve aujourd'hui comme témoin au procès. Il s'en est fallu de très peu qu'il connaisse le sort de ses camarades. Lorsqu'il fut sauvé, il était réfugié

sur le dernier barreau de l'échelle de la salle des machines et l'eau lui montait jusqu'au cou.

Le syndicat des gens de mer CFDT s'est constitué partie civile. Outre les reproches de n'avoir pas respecté les règles minima de sécurité, il accuse les autorités de n'avoir pas organisé correctement les secours. Il aurait été en effet beaucoup plus efficace de tirer la drague à l'aide de filins tractés par des remorqueurs et de l'échouer sur une plage où les chalumistes auraient pu opérer en toute tranquillité.

Mais la principale responsabilité est celle du propriétaire du bateau : Viala, président de l'Union maritime de dragage à Rouen. Au lieu de faire construire une drague ap-

propriée, il avait racheté un vieux cargo norvégien qu'il avait fait bricoler par un chantier hollandais pour en faire une drague. Cette opération évidemment lui permettait de faire des économies importantes. Mais le résultat fut un bateau aux superstructures trop lourdes et trop hautes, incapables de tenir la mer. Bourceau le second, inculpé est directeur du bureau Veritas de Paris, service maritime qui a donné le feu vert pour l'utilisation de la drague.

Douze familles et le syndicat CFDT des gens de mer demandent que les responsables de la mort des onze marins, ceux qui ont sacrifié la sécurité au profit soient condamnés et que leur responsabilité soit mise en évidence.

Conseil de Paris

Chirac impose sa loi

Lors de sa campagne électorale et des premiers mois après son élection, Chirac avait usé d'un maximum de démagogie pour diffuser l'idée qu'avec lui ce serait la plus grande démocratie qui règnerait au conseil de Paris. Notamment, Chirac avait invité le plus possible d'écologistes dans les commissions d'arrondissement. Maintenant que son pouvoir est mieux assuré, il agit beaucoup plus franchement : non seulement il coupe la parole et le micro à ceux qui «disent des âneries» mais il limite considérablement les possibilités et les discussions au sein du Conseil.

Par exemple, sur un point aussi important que le budget de la ville pour l'année 1978, le maire a décidé que la discussion se ferait, de même que le vote, «sur les grandes orientations». En fait, bé-

néficiant d'une majorité suffisante, Chirac veut limiter le rôle du Conseil à une simple chambre d'enregistrement. Ce faisant, il fait de la mairie de Paris un point d'appui qui pourrait se révéler utile pour l'année 78. L'opposition est, bien entendu, furieuse de cette situation et met vivement en cause le fonctionnement du Conseil de Paris. Toutefois le maire de Paris ne s'en est pas ému et il a même lancé un défi à l'opposition : après avoir fait diffuser une note concernant la procédure budgétaire en vigueur dans les 5 plus grandes villes de France dont le maire est socialiste, il a déclaré : «Je suis prêt à modifier la procédure que nous utilisons si celle qui est suivie dans ces municipalités est plus démocratique...»

Voilà de quoi clouer le bec aux «démocrates» du PS et du PCF.

Meurthe-et-Moselle : la mine n'a pas été remblayée

UNE VILLE MENACÉE D'EFFONDREMENT

Les 1 800 habitants de Crusnes, gros bourg de Meurthe et Moselle, sont inquiets. L'oreille aux aguets, ils craignent d'entendre de nouveaux craquements. Le sol se fissure et s'affaisse, les routes se crevassent, certaines maisons se lézardent sans qu'il soit possible d'y remédier.

Crusnes repose sur une mine, et depuis dimanche dernier, le sol s'affaisse.

De l'ancienne mine de fer de Crusnes, il ne reste plus qu'un chevallement planté sur la mine d'Errouville. La mine n'est plus exploitée depuis quatre ans mais le sol, lui, continue à travailler. Le sous-sol de Crusnes est un véritable gruyère, de nombreuses galeries abandonnées le parcourent.

Depuis plusieurs jours, les habitants de Crusnes entendaient des craquements inhabituels quand, dans la nuit de samedi à dimanche, l'affaissement du sol s'est amplifié. Dans certaines maisons, les sols sont crevassés, les murs lézardés, certains même coupés en deux. Des habitants inquiets ont même quitté leur maison et envisagent de loger en caravane. Les canalisations ont souffert de ces mouvements, pour plus de sûreté, le gaz et l'eau ont été coupés. Trottoirs, rues et routes, y compris la RN 52 Metz-Longwy, ont été touchés, certaines routes et la RN 52 en particulier ont dû être interdites à la circulation.

Les pompiers, les services du gaz et des eaux sont intervenus pour surveiller les affaissements de

terrain, mais il n'y a pas de parade possible dans l'immediat si, comme c'est probable, ils sont provoqués par la mine : la mine désaffectée, en effet, n'a pas été remblayée.



Mairie de Paris

Encore plus de stationnements payants

Le Conseil de Paris a adopté une série de mesures qui vont aggraver sensiblement les conditions de stationnement dans la capitale. Ainsi que nous l'avions annoncé, la Mairie de Paris avait l'intention de créer une série de petits parkings dans les quartiers résidentiels les plus peuplés qui pourraient être empruntés pour 6 F de la journée (environ 150 F par mois). L'annonce de cette mesure pouvait être considérée comme allant dans le sens d'une décongestion de la capitale en matière de stationnement, hormis le coût très élevé que représente la location des places.

Depuis lors, le Conseil de Paris a révélé beaucoup plus explicitement quel était l'ensemble de sa politique : l'année prochaine, le prix de l'heure de stationnement passera de 2 F à 3 F. De plus, aux

2 600 places de type rotatif et résidentiel, s'ajouteront la création de 1 500 nouvelles places payantes de stationnement résidentiel, alors que 13 000 places situées jusqu'à présent sur les trottoirs disparaîtront au profit de parcs de «dissuasion», eux aussi payants. La politique suivie par le Conseil de Paris se caractérise donc en fin de compte par sa volonté de rentabilisation et la mairie estime que le gain annuel sera de 6 millions de francs. D'autre part, il est clair que l'augmentation des tarifs ne permettra en rien d'améliorer la situation pourtant déjà très mauvaise du stationnement à Paris : le stationnement payant n'est pas en mesure de résoudre la pénurie et, comme le disait un conseiller «la transformation d'une place gratuite en place payante n'a jamais créé de place supplémentaire.»

Grande-Bretagne : fuite radio-active

Au cours de travaux de retraitement de déchets radio-actifs, vendredi dernier une fuite de liquide radio-actif s'est produite à l'usine de Windscale. La British Nuclear Fuels, l'équivalent anglais du CEA a déclaré que la zone contaminée n'est que de quelques centimètres carrés. Une enquête est ouverte pour déterminer l'origine de la fuite.

Allemagne : les socio-démocrates rejettent le moratoire nucléaire

Le congrès du parti social-démocrate allemand (SPD), qui vient de se terminer, a rejeté à une majorité des deux tiers la proposition d'un moratoire sur la construction de centrales nucléaires. Helmut Schmidt, résolument opposé à toute idée de moratoire a fait basculer son parti dans ce sens.

Marseille

Le greffier du tribunal de Commerce avait détourné 1 400 000 F

Lundi matin s'est ouvert devant la 7^e chambre correctionnelle du tribunal de Marseille le procès de Yves Chassary, greffier en chef du tribunal de commerce, responsable du détournement de la coquette somme de 1 400 000 F (nouveaux, bien sûr). Cette ponction sur la comptabilité s'est faite entre 1973 et 1975. «Explication» du greffier : «je ne me rendais pas compte...» Grâce à ces rentrées supplémentaires (5 à 10 millions d'anciens francs par mois) Chassary menait grand train. Il affirme aujourd'hui avoir changé de style de vie...

Le plus extraordinaire dans cette affaire c'est que ce monsieur est toujours en place au tribunal de com-

merce de Marseille. Mieux : il s'est mis en congé maladie depuis le début de l'insurrection menée contre lui. s'est fait remplacer et continue de percevoir son traitement. Une partie en est prélevée pour rembourser la somme détournée. C'est ainsi qu'au début du mois il «ne devait plus que 260 000 F» selon le procureur. Une escroquerie transformée en simple «dette» en somme. Cette bienveillance scandaleuse à l'égard d'un «délinquant en col blanc» se retrouve dans le choix du procès qui lui est fait : alors que son cas pouvait justifier le passage en assises, il se retrouve en correctionnelle : les peines prévues y sont bien inférieures à celles des assises.

Catastrophe aérienne de Madère : l'équipage travaillait depuis quatorze heures

Le syndicat des pilotes de ligne a révélé que l'équipage du Boeing qui s'est écrasé sur l'aérodrome de Madère travaillait depuis quatorze heures quand l'accident est arrivé !

Dénonçant ces conditions de travail des équipages de la compagnie TAP, le syndicat a ajouté que les caractéristiques de l'aérodrome Santa Caterina «diminuent la marge de rattrapage des défaillances mécaniques et humaines».

Jobert aussi à la mémoire courte

«Rien n'est venu, sauf une lutte vaine contre l'inflation dont l'État est le premier responsable... Contrôle des prix, contrôle des salaires, politique des revenus qui n'ose pas dire son nom... Ces dispositions sont destinées à pourchasser une inflation créée en amont —faiblesse politique peut-être— par l'État lui-même pratiquant une fuite en avant.» Ces quelques lignes extraites d'une publication de Jobert sont amusantes : quand Jobert était ministre sous Pompidou, l'inflation n'existait-elle donc pas déjà ?

Petits ennuis de Stoléro

La permanence de Stoléro a été repeinte en rouge.. Non par ses soins mais par des adversaires politiques. Nombreux sont ceux qui pensent que la majorité locale qui n'avait pas caché sa réprobation devant la candidature de Stoléro dans les Vosges n'est peut-être pas totalement étrangère à ce ravalement.

L'autogestion dans la vie quotidienne

Les Groupements d'Action Municipale vont organiser d'ici le 10 décembre huit réunions régionales décentralisées. Thème : «L'autogestion dans la vie quotidienne, quelle démarche ?» Rapidement, les responsables ont l'intention d'interroger les partis de gauche sur l'attitude qu'ils entendent adopter en cas de victoire électorale. Les GAM qui ne cachent pas leur volonté de voir la gauche l'emporter aux législatives, précisent que leur soutien ne saurait être «inconditionnel».

Procès d'un fasciste à Rennes

Un militant fasciste de Rennes passait lundi en cour d'appel à Rennes. Jean Fuseau, responsable local du groupuscule fasciste «Front de la jeunesse» était accusé d'avoir mené en février 76 «une expédition punitive» contre des jeunes qui s'apprêtaient à se rendre à Paris à un meeting de soutien aux comités de soldats. Condamné à deux ans de prison dont quatre mois fermes, lui et son avocat, Tixier-Vignacourt avaient fait appel. Une manifestation antifasciste s'était réunie devant le Palais de Justice. L'arrêt sera rendu le 19 décembre.

Encore plus !

N'importe quel téléspectateur peut constater qu'il est rare qu'un jour passe sans que le visage de Marchais apparaisse sur le petit écran ou que de larges extraits de ses propos soient rapportés ; quand ce n'est pas à la télévision, c'est à la radio ; quand ce n'est pas à la radio, c'est sous forme d'interview dans la presse. Cela ne suffit pas au PCF qui voudrait bien qu'il n'y en ait plus que pour lui. Cette volonté est devenue une telle obsession qu'il ne passe pas un numéro de l'Humanité sans que dans un article ou un autre, un de ses journalistes ne se plaigne que le PCF soit censuré quelque part. Le numéro de lundi se plaint au moins quatre fois, sous la plume de Salini, en page 4 : «Un parti dont l'action est décisive ou capitale, n'a pas à subir cette censure larvée dont on l'accable.» Page 7 sous la signature de Dion : «La façon dont la presse a rendu compte du plan pour la construction navale présenté par G. Marchais lors de son séjour en Loire-Atlantique vaut d'être méditée. Elle en dit long sur le sort actuellement réservé à la liberté de l'information.» Si on baisse les yeux, on tombe sur un article condamnant la manière dont Le Monde a rédigé son dossier sur les nationalisations.

Plus le PCF trouve de place en tant que parti bourgeois, dans le système bourgeois d'information, plus il en réclame. Il ne s'agit nullement pour lui de réclamer le droit à la parole pour les travailleurs mais d'imposer sa propre propagande. Cet appétit insatiable en dit assez long sur les visées du PCF, s'il parvenait au gouvernement : sa volonté de parvenir à monopoliser, pour lui-même, les moyens d'information.

Affaire Klaus Croissant

UN RAPPORT D'AUTOPSIE PEU CONVAINCANT

Le rapport d'autopsie sur la mort des trois détenus de la Fraction Armée Rouge à Stammheim a enfin été publié plus d'un mois après leur mort. Comme on pouvait le prévoir, le rapport accredité la thèse du suicide collectif. Selon ce rapport, le suicide aurait eu lieu le 18 octobre au plus tôt à 0 h.15 et au plus tard à 1 h.15, après l'assaut contre le Boeing de Mogadiscio. 0 h.15 était sans doute l'heure de la dernière ronde de gardiens. On apprend par ailleurs que le D^r Henck, principal médecin de Stammheim, était malade ce jour-là ; rien d'extraordinaire à cela s'il ne l'avait déjà été le jour du suicide d'Ulrike Meinhof en mai 76...

ENCORE UN PISTOLET...

Pendant que les médecins légistes mettaient en forme leur rapport, la fouille de la prison se poursuivait ; pas en vain si on en croit la presse allemande : un troisième pistolet a été retrouvé dans la cellule de Helmut Pohl qui fut par la suite transféré à Hambourg. Cette affaire d'arsenal clandestin risque bientôt de se terminer puisque le ministre de la justice de Bade-Wurtemberg a décidé de faire raser les murs non portants du bunker...

Pour faire plus vrai, l'ancien directeur de la prison de Stammheim a déclaré que les détenus de la RAF «n'ont jamais cessé de menacer de se suicider»... Il a même été jusqu'à préciser que le 6 octobre, le médecin de la prison avait détecté des «tendances au suicide» de la part de Raspe. Pourtant, le 7 octobre, Baader avait adressé une lettre au tribunal dans laquelle il déclarait qu'il n'avait pas l'intention de se suicider. Rappelons qu'Amnesty Interna-

tional, contrairement à ce qu'avaient déclaré les moyens d'information, a démenti avoir assisté à l'autopsie précisant que l'invitation lui avait été remise dans de telles conditions qu'il ne lui avait pas été possible de s'y rendre...

LES PROTESTATIONS SE POURSUIVENT

Pendant que le gouvernement allemand poursuit sa campagne (on apprend

que plusieurs communiqués diffusés récemment et signés de la RAF sont de purs canulars et que même la police allemande ne les prend pas au sérieux) les protestations se poursuivent en France. Mardi soir, se tenait à la Mutualité un meeting à l'appel d'une douzaine d'organisations de juristes et soutenue par les partis de gauche. Des participants au meeting ont exprimé leur colère devant ce réveil tardif de la gauche en scandant «Marchais, Mitterrand, merci pour Klaus Croissant !»

La Ligue des Droits de l'Homme vient par ailleurs de déposer un recours devant le tribunal administratif à l'encontre du préfet du Bas-Rhin accusé d'excès de pouvoir car il s'était permis de faire interdire deux fois de suite des manifestations de solidarité avec Klaus Croissant.

Enfin, on apprend que la chambre d'accusation de Bordeaux vient de donner un avis favorable concernant l'extradition de Giorgio Caserati, un Italien de trente-trois ans incarcéré dans la capitale girondine depuis le début de l'été.

Caserati est accusé d'appartenir aux Brigades Rouges et d'avoir à ce titre participé à l'exécution de plusieurs personnalités du monde judiciaire et de la police en Italie.



A droite

POLÉMIQUE DE MOINS EN MOINS FEUTRÉE

«Il ne faut pas dire que tout est gagné pour la majorité. Ce serait une dangereuse illusion de baisser la garde actuellement. Il faut aller à la bataille pour la gagner.» déclarait Guéna, délégué politique du RPR lundi à Lorient. En guise de réponse, Soisson affirmait mardi au journal télévisé de 13 heures. «Bien sûr que la majorité va gagner ; j'ai été le premier à dire : la majorité aura la majorité.»

Le gouvernement ayant quelques difficultés à résorber le chômage, c'est le moins que l'on puisse dire, Guéna affirme : «Nous prenons l'engagement de mettre un terme à la plaie inacceptable du chômage dès qu'une nouvelle volonté, sortie des urnes, aura confirmé au RPR sa force et sa légitimité.»

Soisson, entre deux attaques contre le RPR, déclare : «Nous ne devons pas laisser se développer

les ferments d'une division qui serait à la fois artificielle et suicidaire (...)

Le PR donnera «l'exemple de la sérénité». La lettre de la Nation répond à l'avance en écrivant : «L'unité de la majorité ne pourrait que gagner à ce que le premier ministre écoute plus sérieusement les critiques ou les réserves que sa politique suscite qui sont normales dans une démocratie parlementaire». L'auteur poursuit, frondeur : «De notre côté, nous ne jetons pas d'huile sur le feu en relevant les acerbes déclarations au Club de la Presse dimanche soir (...). Quand il (Barre) parle si gentiment de la situation qu'il a trouvée, pense-t-il à quelqu'un qui a eu la haute main sur la conduite de l'économie depuis huit ans ?» Ici, c'est Giscard qui est tout simplement visé. «Il y a une petite phrase dans ses déclarations qui est passée inaperçue. Parlant de ses fameux «objectifs d'action», R. Barre a lancé

«qui a demandé de signer le programme commun ?» comme cela ne pourrait être que lui, le fait de poser la question vaut une réponse. Nous tenons donc pour acquis — jusqu'à nouvel ordre — que les formations de la majorité et leurs candidats n'auront pas à souscrire aux «objectifs d'action» du gouvernement».

Comme on le voit, à droite non plus, l'unité n'est pas à l'ordre du jour. Il n'est pas une phrase d'un leader d'un des deux partis qui ne soit immédiatement contredite par son rival.

La lenteur que met la gauche à se rabibocher loin de ressouder la droite exacerbe plus encore ses rivalités, le PR y voyant chaque jour plus de raisons d'espérer dans l'avènement proche de son projet de centre gauche.

Rien n'exaspère plus Chirac pour qui il faut toujours miser sur une tactique d'affrontement global avec les partis d'Union de la Gauche. Comme un commentateur le lui faisait remarquer, relève un hebdomadaire satirique, Chirac aurait répondu : «Unie ou divisée, (la gauche), moi je m'en fous, je tire dans le tas !»

Participation de l'UJP

L'UJP, mouvement des jeunes gaullistes participera à la bataille électorale de mars prochain. Ce mouvement qui a quelque peu pris ses distances avec le RPR aurait l'intention de présenter une centaine de candidats. Généralement, ces candidatures seront présentées en liaison avec le Mouvement des Démocrates de Jobert.

Show giscardien en Haute-Savoie

Barre a choisi Cruseilles, chef de canton de Haute-Savoie pour inaugurer la «nouvelle politique de la communication» recommandée par Giscard.

On annonce «Monsieur le premier ministre» au haut-parleur et Barre entre dans le gymnase du village «comme un boxeur sur un ring» dira la radio.

Un film accompagné de la 5^e symphonie de Beethoven et de tubes à la mode glorifie les réalisations gouvernementales et le «rayonnement» de la France dans le monde : le laser, Concorde, Malraux... Sur ces images, Marie Laforêt susurre : «Aimez-vous la France ?»

Puis, c'est la chorale du village qui entame une vieille chanson savoyarde.

Le responsable de «l'association pour la Démocratie» fait son petit discours d'introduction puis Barre entame le dialogue : «Est-ce que vous me trouvez moins rond, aussi rond ou

plus rond ?», commence par déclarer le «meilleur économiste de France» commentant un dessin d'enfant du village.

Aux interventions : «Je suis enseignant, au chômage et je gagne 580 F par mois... «il n'y a ni médecin scolaire, ni assistante sociale dans la région... «le fait nous est payé moins cher que le prix qui nous revient». Barre répond par des affirmations du genre : «Envoyez moi une lettre, je la transmettrai au ministère intéressé».

A 22 heures, «l'association pour la démocratie» décide de terminer la réunion. Barre déclare : «Ce contact avec les Français me console de la politique».

Un spectacle qui n'aura pas réussi à faire oublier les salaires de misère des ouvriers de la région et les petits paysans chassés de leurs terres.

Annulation des élections à Angers ?

Le Conseil d'État se prononcera bientôt. La requête en annulation était le fait de la droite qui exige cette solution en prenant prétexte que le maire socialiste de la ville est aussi animateur d'un foyer de jeunes travailleurs qui fournit des repas pour la municipalité. Au terme de la loi, le maire de Pontarlier est également en train de faire l'expérience : on ne peut à la fois être conseiller municipal et entrepreneur travaillant pour la municipalité. Tout le débat de lundi dernier devant le Conseil d'État a donc tourné autour de la question de savoir si le maire J. Monnier était bien animateur ou directeur dudit foyer. S'il en était le directeur, cela pourrait constituer un motif d'annulation car ce foyer fait des repas pour la municipalité et donc en fixe le prix. Monnier peut-il défendre deux intérêts contradictoires ? Non répond la droite. Pour la gauche, il n'est qu'animateur et ce recours n'est qu'une opération de Foyer qui à partir de la ville de Tours a la main haute sur la région...

Sans préjuger de l'arrêt que rendra le Conseil d'État, signalons que le commissaire du gouvernement s'est déclaré pour sa part favorable à l'annulation.

C'est parti pour trois semaines...

Depuis mardi, le Sénat discute le budget 78 puisque les députés l'ont voté dans la majorité. Cela prendra trois semaines. A moins d'un imprévu, il faut s'attendre à ce que, comme au Palais Bourbon, toute la gauche le repousse et que toute la droite le vote. Or, la droite est majoritaire au Sénat également.

La démocratie très chrétienne

Ce groupuscule qu'est la «Démocratie chrétienne» a beaucoup d'argent. Après s'être payé des pleines pages de publicité dans la presse, après avoir offert 14 millions de centimes à ceux qui accepteraient de se présenter en mars sous son étiquette, il vient de faire prononcer à Notre-Dame de Paris, s'il vous plaît, une messe «pour l'Europe» !!!

De Bénouville n'en finit pas d'essayer de faire parler de lui.

L'Europe des Neuf et la rencontre Sadate-Begin

QUAND LA FRANCE REJOINT «L'ESCOUADE»

Vendredi dernier, le gouvernement français s'opposait à ce que l'Europe des 9 fasse une déclaration approuvant «l'initiative courageuse et constructive du président Sadate», et la considérant comme «un pas décisif pour sortir de l'impasse» au Moyen-Orient. Dimanche soir, au club de la presse, Barre réaffirmait la «volonté» du gouvernement français de ne pas prendre position publique en faveur de l'initiative du chef d'Etat égyptien, qui n'est qu'un acte de capitulation vis-à-vis de l'Etat sioniste ; Barre déclarait ainsi : «Nous voulons bien faire des déclarations, mais vous savez que la France a une politique indépendante. Elle entend la conserver et nous ne participons pas à une escouade qui marche au pas».

UNE PROPOSITION FRANCO-ALLEMANDE

Pourtant, il n'aura même pas fallu 48 heures pour que la France rejoigne «l'escouade». En effet, c'est mardi que les neuf ministres des affaires étrangères du Marché Commun ont adopté une déclaration commune où il est souligné notamment : «Convaincus que la défiance est l'un des princi-

paux obstacles à un règlement pacifique du conflit israélo-arabe, ils partagent l'espérance, souhaitent que le dialogue sans précédent qui s'est mené à Jérusalem ouvre la voie à une négociation globale, à un règlement d'ensemble juste et durable». Dans les milieux européens de Bruxelles, on laisse entendre que l'idée d'une déclaration européenne commune, vendredi dernier, avait été lancée par les Etats-Unis. La déclaration qui vient d'être finalement adoptée est présentée comme ayant été cette fois «proposée par la France et appuyée par l'Allemagne». Si les susceptibilités des dirigeants français sont ainsi quelque peu ménagées par la présentation, le fond reste le même, et il y a fort à parier que l'appui allemand à l'initiative ait été déterminant : c'est d'ailleurs une proposition franco-allemande qui a abouti mardi à la déclaration des neuf.

CONVERGENCES DE VUES

Une fois de plus, la convergence de vues des dirigeants français avec le gouvernement Schmidt, ou plutôt leur soumission aux vues de celui-ci est à l'ordre du jour. C'est cette

volonté de jouer un rôle prééminent dans les décisions européennes que le chancelier allemand a rappelé mardi dans une interview au «Figaro», critiquant vertement, une nouvelle fois, les journalistes français qui ne vantent pas les louanges de la RFA. «On ne saurait assimiler les idées exprimées par un ou deux auteurs, à l'état d'esprit de l'ensemble de la presse française. Cela même si ces auteurs ont un certain prestige...» a-t-il déclaré. Sans doute, ce n'est pas dans «Le Matin» que M. Schmidt trouvera les «un ou deux auteurs» en question. Ainsi, parlant des réticences d'abord exprimées par le premier ministre vis-à-vis d'une déclaration des neuf en faveur de la rencontre Sadate-Begin, le journal dont on connaît la sympathie pour la social-démocratie au pouvoir en RFA, parle de la «gaffe» de Barre, et se réjouit de l'initiative franco-allemande, finalement prise.

DANS LA PRESSE

Dans «Le Figaro», journal conforme à l'image de la presse française telle qu'il la veut, Schmidt souligne que «l'amitié avec la France est l'un des piliers

de la Communauté européenne», rappelant combien la vaste campagne policière déclenchée par les autorités de Bonn, à l'occasion du détournement d'avion de la Lufthansa, a été appuyée énergiquement par le gouvernement français.

De son côté, la presse allemande la plus officielle façonne actuellement une certaine image de l'opinion française telle que la souhaitent les dirigeants de la RFA. Ainsi, l'hebdomadaire «Der Spiegel» publie cette semaine un «sondage» selon lequel 70 % des Français seraient prêts à accepter l'intervention sur n'importe quel aéroport de France des commandos anti-terroristes allemands, tandis que 62 % soutiendrait l'extradition de Klaus Croissant. Toujours selon ce sondage, les Français préféreraient Schmidt à Giscard parce que le chancelier allemand est «plus énergique, plus décidé et efficace».

Quoi qu'en dise Schmidt qui, dans «Le Figaro», prétend que la RFA ne veut pas être un «modèle», les autorités de ce pays sont bien décidées à assurer leur prééminence dans les choix de l'Europe des Neuf, qu'il s'agisse de politique étrangère aussi bien que de politique intérieure.

LE RÊVE COLONIAL DE STIRN

Chaque dimanche, à 18 h 45, FR 3 présente son émission «Spéciale DOM-TOM», émission consacrée ce dimanche à la Nouvelle-Calédonie.

En fait, de la Nouvelle-Calédonie, il n'en fut pas question. Toute l'émission était consacrée à la cérémonie du 11 novembre à Paris où, cette année, étaient conviés quarante «représentants» des territoires d'Outre-mer pour, comme devait le dire Stirn, le ministre des colonies, célébrer le souvenir de tous ceux qui ont défendu

la France dans tous les conflits, y compris l'Algérie... a-t-il cru bon de souligner, en y associant les anciens combattants de tous les territoires.

Cette émission a donc été pour Giscard et la bourgeoisie française l'occasion d'essayer une fois de plus de mélanger guerre impérialiste et coloniale avec la mobilisation populaire contre le nazisme.

Une occasion aussi pour Stirn de menacer les peuples des colonies, d'essayer de les dissuader de se révolter contre le colonia-

lisme français en lançant un «message aux compatriotes d'Outre-mer» : «Seule la France saura défendre la liberté de ses habitants». Il est vrai que Stirn a de quoi s'inquiéter, puisque les dernières élections au mois de septembre en Nouvelle-Calédonie ont montré l'opposition croissante des habitants au pouvoir colonial : ils ont voté massivement pour les candidats indépendantistes et autonomistes et ont montré également qu'ils se faisaient de moins en moins d'illusions sur les mots d'or-

dre des autonomistes puisque l'on a assisté à une progression importante des candidats qui se prononçaient clairement pour l'indépendance. De même, en manifestant massivement à Nouméa le 4 octobre pour soutenir l'occupation du foyer canaque à Paris par les étudiants qui s'opposent à leur expulsion, la population a montré sa détermination à lutter contre le pouvoir colonial.

De tout ceci, il n'en fut évidemment pas question dimanche soir et ce n'est pas pour nous étonner.

L'OPEP accorde des crédits à 8 pays en voie de développement

Le Bénin, la République dominicaine, l'Egypte, l'Inde, le Malawi, le Kenya, le Rwanda et la Haute-Volta vont bénéficier des crédits à long terme et sans intérêt d'un total de 36 millions de dollars que les pays de l'OPEP ont décidé d'accorder.

Ces crédits vont servir à financer des projets industriels et énergétiques, ainsi que la construction de routes.

Communiqué

Dans un communiqué, le CEDETIM s'élève contre l'interdiction dont le meeting de «soutien aux luttes contre l'impérialisme français» qu'il organisait pour mercredi soir fait l'objet.

Il y a une violation de la constitution est-il précisé ; on apprend par ailleurs qu'un meeting de soutien à la lutte du peuple sahraoui à Rennes a également été interdit la liste des atteintes aux libertés démocratiques s'allonge.

Achetez tous les jours
Le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

INTERNATIONAL

La russification dans les écoles de Géorgie

«Le Comité central du PC de Géorgie a pris la décision d'améliorer l'enseignement du russe dans la République et de l'enseigner dès la première classe dans les écoles nationales...» écrit M. Chevarnadzé, premier secrétaire du PC géorgien dans la revue *Kommunist*.

Il ajoute dans le même texte : «Le nationalisme est une trahison dans notre pays, il n'a pas de base sociale. On constate des cas isolés de manifestations du nationalisme, mais il s'agit en général de déclarations inspirées par le carriérisme ou la cupidité de quelques éléments déséquilibrés.»

Cette déclaration laisse entendre clairement que les patriotes sont des malades mentaux et montre comment le Kremlin entend réprimer les aspirations nationales des peuples soumis au social-impérialisme : russification d'un côté, hôpitaux psychiatriques de l'autre.

Ventes d'armes US

Les exportations d'armements classiques des Etats-Unis ont atteint 54 milliards de francs pour l'exercice budgétaire 1977. Avec ce chiffre, l'impérialisme US demeure le premier fournisseur mondial d'armes.

Sidérurgie : licenciements massifs dans la Sarre

La vague de licenciements dans les usines sidérurgiques de la Sarre se poursuit. Les aciéries Röchling ont annoncé la fermeture partielle de l'usine Röchling-Burbach ; 3 500 emplois vont être supprimés. En concentrant la production exclusivement sur l'usine de Völklingen, en y utilisant plus à fond les capacités de production des aciéries et hauts-fourneaux, la production doit être «rentabilisée», avec un nombre bien inférieur de travailleurs évidemment.

D'autres aciéries ont annoncé des licenciements massifs : 1 000 travailleurs ont perdu leur emploi, l'année dernière dans les aciéries de Neunkirchen, 900 doivent être licenciés d'ici la fin de l'année. Trois groupes sidérurgiques sarrois ont décidé de transférer la coulée du fer brut de leurs usines à la seule usine de Dillingen ce qui entraînera la suppression de 4 000 emplois.

La Sarre se vide. Plus de 30 000 travailleurs ont quitté la région au cours des dernières années, n'y trouvant plus de travail.

«Seules la rationalisation et la modernisation peuvent mener à une stabilisation dans la sidérurgie», a déclaré Klumpp, ministre de l'économie de la Sarre, justifiant ainsi le licenciement de plus de 10 000 travailleurs dans les trois années à venir.

Les travailleurs de la Sarre ont protesté contre les licenciements à Röchling-Burbach par des grèves d'avertissements dans plusieurs usines. En mars dernier, déjà, des manifestations massives et débrayages avaient réuni 30 000 sur les 37 500 travailleurs des trois entreprises sidérurgiques dans leur lutte contre les fermetures d'usines et la suppression des emplois dans la Sarre.

Meetings d'information des Amis de la R.A.S.D.

A la suite du nouveau seuil franchi dans la campagne contre le peuple sahraoui avec la publicité faite autour du soi-disant ralliement d'un Sahraoui au régime marocain, l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique organise une série de meetings d'information à travers la France :

- le 23 novembre à Aix-en-Provence,
- les 25 et 27 novembre à Marseille,
- les 25 et 26 novembre au Mans,
- le 27 novembre à Paris,
- le 29 novembre à Nancy,
- le 2 décembre à l'Ecole Centrale (Paris).

D'autres meetings, dont les dates seront communiquées ultérieurement, vont avoir lieu à Toulouse, Strasbourg, Nantes, Rouen, Lyon, Angers, Clermont-Ferrand et Saint-Chamond.

Visite de Cyrus Vance au Brésil

LE BRÉSIL DÉCIDÉ A POURSUIVRE SON PROGRAMME NUCLÉAIRE

Le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance est en train d'effectuer une visite au Brésil. Après les déclarations fracassantes de Carter sur le respect des droits de l'homme, les divergences sur la fourniture d'uranium, et la décision du Brésil de se passer de l'aide américaine, cette visite marque un net réchauffement des relations entre les deux pays.

Sur les questions nucléaires, Carter veut empêcher la prolifération des armes nucléaires, alors que plusieurs programmes avaient été prévus, notamment la mise en service de la centrale nucléaire d'Angra-dos-Reis, construite par la société américaine Westinghouse. Mais le Brésil ne veut pas s'arrêter à une centrale : il souhaite posséder un cycle complet de traitement de l'uranium, qui lui permettrait

théoriquement de fabriquer la bombe atomique.

Après de cette réalité, les proclamations pacifistes du Brésil ne pèsent pas lourds. Ce dernier a d'ailleurs fait la preuve de ses visées expansionnistes et agressives contre la Bolivie et le Paraguay notamment. On reparle aujourd'hui de la signature d'un pacte amazonien qui pourrait regrouper la Bolivie, la Colombie, le Pérou, l'Équateur, le Venezuela, le Surinam et la Colombie. D'autre part, les relations avec l'Argentine, traditionnellement conflictuelles, se sont améliorées dans la dernière période. Ainsi, l'acceptation par l'administration Carter des ambitieux projets nucléaires du Brésil consacre le rôle prépondérant de ce dernier en Amérique Latine.

Après toutes les réserves des USA, avec le nucléaire, et les critiques sur les droits de l'homme, il semble bien que les USA ont dû accepter la dimension croissante du Brésil et de sa puissance industrielle. Ce dernier n'a pas caché qu'il irait chercher ailleurs ce que les USA ne voudraient pas lui fournir. L'accord signé en 1975 avec l'Allemagne pour la poursuite du programme nucléaire en est une preuve.

L'impérialisme français est également sur les rangs dans une mesure moindre et le récent voyage de Ponia-towski là-bas chercherait à relancer la coopération dans tous les domaines... y compris dans le nucléaire. Il faut rappeler également qu'un projet militaire de l'Atlantique Sud est toujours en

réserve, et que le Brésil pourrait y jouer un rôle prépondérant : derrière ce projet se profile la question de l'avenir de l'Afrique australe.

Dans ces conditions, les discours de Carter sur les droits de l'homme sont mis sur le boisseau. La responsable de ce problème qui fait partie de la délégation américaine se satisfera sans doute des informations de Geiser et de la relative plus grande liberté de la presse. En attendant, la dictature brésilienne torture toujours, assassine, réprime, enlève, suspend les garanties constitutionnelles et individuelles. Et si la presse parle plus aujourd'hui qu'il y a 6 ou 8 mois, c'est à cause non de Carter et de ses discours, mais des luttes du peuple brésilien.

Maroc

SOUTIEN A LA LUTTE DES PRISONNIERS POLITIQUES DANS LEUR GREVE DE LA FAIM

«Les militants détenus dans les prisons de Kénitra et de Casablanca ont annoncé une grève illimitée de la faim qui a débuté le 8 novembre. C'est la troisième grève de la faim que mènent les prisonniers politiques au nom du martyr Abdellatif Zeroual.»

La première grève de la faim, déclenchée le 15 novembre 76 avait pour objectif d'exiger l'ouverture immédiate du procès et la fin de l'arbitraire. La deuxième grève de la faim, en juin dernier, constituait une résistance aux conditions inhumaines pratiquées dans les geôles du pouvoir de Hassan. Au cours de cette seconde lutte, deux militants, Srfi Mohamed, membre du Conseil Administratif de l'UNEM, et Zaza Abdallah, membre de l'organisation Ilal Amam, ont été enlevés de la prison pour être soumis de nouveau à la torture.

Ni la terreur, ni l'isolement total pratiqué systématiquement par le pouvoir, en particulier à l'encontre du camarade Abraham Serfaty et de Fatima Oukacha, Rabea Maftouh, Souade Menebhi, n'ont empêché les prisonniers de mener une lutte solidaire et unie. Cette unité s'est manifestée au cours de toutes les grèves de la faim et au cours de toutes les luttes menées par les prisonniers politiques.

Malgré la répression et les tortures, la troisième grève de la faim est une contribution, du sein même

des geôles du pouvoir, à la lutte dure et persévérante que mène l'ensemble de notre peuple pour arracher à la clique au pouvoir les droits démocratiques, économiques et sociaux. Car l'axe principal de la politique de Hassan est celui de la terreur pour contenir les aspirations des classes populaires à la liberté et à la dignité (...).

L'organisation Ilal Amam dénonce la répression par le régime de Hassan, des aspirations à la libération des peuples, la brutale hostilité de ce régime au droit à l'autodétermination des peuples, au Sahara et dans d'autres pays africains. Soulignant la lutte courageuse des prisonniers politiques, Ilal Amam rappelle que les meilleurs fils du peuple marocain, comme Ben Barka, Dankoun, Bengelloun, ont fait le sacrifice de leur vie pour que le peuple arrache, contre la volonté du régime, sa dignité et ses droits démocratiques.

«La troisième grève de la faim démontre la détermination des militantes et militants à poursuivre leur lutte pour mettre fin aux tortures et aux conditions inhumaines qui leur sont faites. Leur grève est aussi un appel à toutes les forces démocratiques et révolutionnaires dans notre pays pour la libération de tous les prisonniers politiques et pour le retour des exilés.»

Cette grève est enfin un appel à toute l'opinion démocratique internationale

pour intensifier la solidarité à la lutte du peuple marocain pour la démocratie, pour la libération des détenus politiques, pour que soit connu le sort de 600 travailleurs et étudiants enlevés au cours de la dernière période dans plusieurs villes du Maroc.»

Communiqué de l'organisation marxiste-léniniste ILAL AMAM

SAHARA

Des maquisards du Front Polisario ont attaqué mardi un train transportant des hydrocarbures de Naradhibar à Zouérate. Les mécaniciens et une partie de l'escorte auraient été enlevés. Cette attaque va retarder à nouveau la reprise des transports minéraliers entre les deux localités.

CYCLONE EN INDE

Le cyclone qui s'est abattu sur l'Inde est le plus grave qui ait touché ce pays, depuis 1864. Il y aurait plus de 20 000 morts et 200 000 sinistrés. Des centaines de villages ont été rayés de la carte. L'incurie des autorités est manifeste : l'insuffisance des secours, l'absence quasi-totale de médicaments d'urgence, ajoutent aux souffrances des victimes de la catastrophe.

IRAN : 40 NOUVELLES VICTIMES DE LA DICTATURE

En Iran, où d'imposantes manifestations de masse se poursuivent contre la sanglante dictature du Shah, la police a ordre de tirer et de réprimer sauvagement. C'est ainsi qu'au cours de la semaine qui vient de s'écouler, quarante manifestants auraient déjà été tués, ce qui alourdit considérablement la liste déjà trop longue, des victimes du régime. La police politique, la SAVAK, multiplie les rafles à Téhéran, notamment parmi les étudiants : certains d'entre eux sont embarqués dans des camions et abandonnés dans le désert, après avoir subi de multiples sévices.

Très souvent, ce sont des civils armés, mercenaires du régime, et protégés par la police, qui attaquent les manifestants, à l'occasion de rassemblements d'étudiants et d'enseignants qui se déroulaient pour honorer la mémoire des victimes des fusillades organisées contre les manifestants de mercredi dernier.

Achetez
Le Quotidien
du Peuple
tous les jours
dans
le même
kiosque

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE



Dimanche 27 novembre

**14 h - Salles de la Mutualité
(Métro Maubert-Mutualité)**

Que faire pour 78 ?

● TÉMOIGNAGES :

des syndicalistes, des paysans, des travailleurs immigrés, des écologistes, des femmes accusent le capitalisme et tracent les perspectives de lutte pour 78 et l'après 78

Intervention centrale du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste

SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES DU MONDE

● CHINE - L'expérience de Tating : en marche vers le communisme

● Témoignages sur la lutte des DISSIDENTS EN URSS.

Les luttes de Libération Nationale :
EN AFRIQUE AUSTRALE
EN PALESTINE

La lutte des peuples d'AMÉRIQUE LATINE contre les dictatures fascistes

6 débats

● Quel est le véritable projet du PCF ?

Avec des travailleurs des entreprises nationalisées, des anciens membres du PCF qui ont connu les années 44 - 47 quand le PCF était au gouvernement.

● Quelle base d'unité pour 78 ?

Avec des ouvriers syndicalistes, des écologistes, des représentantes des groupes femmes

● Quel projet socialiste pour la France ?

● Français-Immigrés : une seule classe ouvrière

● Où en est la situation internationale ?

● Qu'est-ce que l'Euro-révisionnisme ?

Avec des militants d'organisations révolutionnaires, italiennes, espagnoles, basques...

Musique et chants Stands

Troupe et orchestre arabe
L'atelier populaire de chansons

Des fédérations du PCRml
Stands anti-impérialistes et
de nombreuses organisations

Akendengue, chanteur africain :

— « Traditionnellement en Afrique, la musique ne connaît pas de tabou. Cela va à l'encontre des chansons qu'on diffuse à la radio, qui ne parlent que d'amour. Moi, je donne la préférence à l'engagement politique, aux problèmes des gens face à l'impérialisme et à l'exploitation. D'ailleurs, pendant cinq ans, mes chansons ont été interdites au Gabon.

— QdP : Sur le plan musical, de quelle musique t'inspires-tu ?

— La première source,

c'est la musique traditionnelle à base africaine ou afro-cubaine, afro-brésilienne. Ceci parce que les gens qui ont été déportés aux Antilles ont eu un apport en retour avec des instruments qui ne sont pas africains (violons, trompettes, flûtes). Cela aboutit à un mélange de l'Occident et de la sensibilité africaine. Les instruments occidentaux comme les guitares électriques ou sèches je les intègre dans un rythme africain avec des instruments africains comme le trumba, le balaphon, le djembi (tambour), les sonnailles.

D'ailleurs vivant ici, j'essaie de pénétrer les problèmes sociaux et culturels, ce qui m'amène à écrire les chansons dans les canons occidentaux. J'ai par exemple écrit une chanson à la Brassens qui s'appelle sur le trottoir d'en face et qui décrit un étudiant africain qui revient chez lui et devient opportuniste. Au niveau de la musique africaine, je sors de l'exotisme. C'est consciemment que, tout en gardant mes racines, je sors de la musique africaine. J'essaie de me faire comprendre aussi des occidentaux.

Montages diapos Crèche

à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

Il se prépare

En Lorraine

Alors que les maîtres de forge continuent à appliquer leur plan de chômage et font peser de nouvelles menaces, la lutte des travailleurs d'Usinor Thionville a soulevé de nombreuses questions : Comment riposter ? Comment réaliser l'unité entre Français et Immigrés ? Que valent les propositions du PCF ? Quel est son véritable projet ? Quel rapport entre la querelle des partis de gauche et les préoccupations, les aspirations des travailleurs ?

Sur ces questions, cette lutte d'Usinor, donnera lieu à des témoignages, des contributions au débat dans différents forums. Le stand de notre fédération retracera les grandes étapes de la lutte, l'attitude de la municipalité et du PCF, l'application du plan des maîtres de forge.

Pour participer au rassemblement, départs collectifs de Thionville, Longwy et Nancy (prix : 50 francs).

S'adresser :

E. THEIN
9 rue du Rouge-gorge
THONVILLE

Vendredi de
18 heures à 20 heures :
29 rue Saint-Julien
NANCY

En Alsace

Des camarades de Radio Verte et des écologistes viendront témoigner sur le mouvement anti-nucléaire en Alsace et diront comment ils envisagent les échéances de 78 et de l'après 78. Des camarades cheminots participeront au forum : « Quel est le véritable projet du PCF ? » et rapporteront leur expérience de lutte dans cette entreprise nationalisée. Dans le forum : « Quelle base d'unité pour 78 ? », ils expliqueront comment cette question se pose dans leur entreprise et quelle réponse ils comptent y apporter.

La section de Mulhouse du PCRml tiendra un stand avec panneaux qui retraceront l'état de la crise en Alsace et la situation des luttes ouvrières et populaires dans cette région.

A Rennes

Mercredi dernier, plusieurs dizaines de personnes ont participé aux réu-

nions publiques organisées par le PCRml pour écouter collectivement l'émission « Tribune libre » et discuter des propositions des communistes révolutionnaires pour 78. Les discussions ont été nombreuses, cherchant à approfondir les questions abordées par l'émission : la mise en place du projet politique du PCF passe-t-elle vraiment par une tentative de putsch ? Qu'est-ce que cela représente comme danger pour la classe ouvrière ? Sur quelles bases unir ceux qui, en luttant contre la bourgeoisie au pouvoir, n'ont aucune confiance dans les partis de gauche ? Ces questions ont trouvé un début de réponse mercredi. Mais pour de nombreux participants la nécessité s'est faite jour d'aller plus loin dans la réflexion, de confronter les propositions des communistes à la situation politique actuelle, aux aspirations des travailleurs. C'est pour cela qu'ils viendront au Rassemblement du 27 et qu'ils participeront aux différents forums-débats qui s'y dérouleront.

Un départ en car est organisé par la section de Rennes du PCRml.

Prix aller-retour, vignette d'entrée comprise : 50 F.

Pour tout renseignement, écrire à :

M. DESLANDES
BP 1 125
35 014 RENNES CEDEX

A Nantes

Pour nous, à Nantes, le rassemblement s'inscrit dans le débat qui s'engage après la grève de Dubigeon. Aussi bien chez les syndicalistes CFDT, révoltés par l'appel à la reprise sur les chantiers, que dans la métallurgie, l'heure est à la recherche de nouvelles solutions contre la crise. La querelle PS-PC qui s'est violemment exprimée dans la conduite du conflit Dubigeon a provoqué l'interrogation des travailleurs et une volonté nouvelle d'en débattre avec les communistes révolutionnaires.

Pour les cheminots qui participent à ce rassemblement, c'est du Parti qu'ils veulent discuter dimanche : comment le construire, comment fonctionne-t-il ? Des camarades ouvriers agricoles seront également présents : dans la région nantaise, la lutte du Pellérin et les manifestations sur le lait ont montré la force que pouvait avoir le mouvement paysan ? Ils veulent en témoigner dans le débat « Quelle unité pour 78 ? ». Les sympathisants se mobilisent avec la cellule

pour confectionner des panneaux et rassembler des photos sur les luttes et le travail du Parti dans la région.

Dans la banlieue Nord de Paris

L'émission de FR 3 « Tribune libre » a permis dans la plupart des réunions qui se sont tenues dans la banlieue nord d'amorcer un débat qui se poursuivra lors du meeting : quel est le véritable projet du PCF et comment compte-t-il le mettre en place ?

La discussion a été passionnée en particulier avec des militants de base du PCF venus assister à l'émission de télévision et dont certains viendront poursuivre le débat avec le PCRml au forum sur le PCF.

— A Gennevilliers, Montreuil, Aulnay, des militants engagés dans différentes formes de luttes avec les travailleurs immigrés participeront au forum : « Travailleur français, travailleur immigré, une seule classe ouvrière. »

Des discussions ont également eu lieu avec des syndicalistes CFDT et CGT du 92 et du 93 pour qu'ils viennent participer au forum : « Quelle base d'unité pour 78 ? »

Une même démarche est en cours avec des groupes femmes de la banlieue Nord.

Les travailleurs de Pellet dont la lutte de plusieurs semaines a obtenu d'indéniables succès seront présents au rassemblement, exposeront des panneaux retraçant leur lutte ; il en sera de même pour un groupe de jeunes de Saint-Ouen qui ont lutté contre la municipalité pour obtenir des locaux.

La cellule du PCRml de Nanterre et du C.T.A. ont préparé au montage-diapo et des panneaux sur la lutte contre la répression dans les centres de tri PTT.

Un bus partira de Nanterre à 12 h 45 et s'arrêtera à Levallois, Saint-Denis, Drancy, Aulnay, Montreuil, pour arriver à 14 heures au rassemblement. Les lecteurs du Quotidien qui désireraient bénéficier de ce moyen de transport peuvent téléphoner au Quotidien du Peuple qui transmettra.

FÉDÉRATION
PARIS - NORD
DU PCRml

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi
- *Pekin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Pauline Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bala lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Vive le Vids*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et le troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- *Au choix, disques chiliens : Checca*
- Chile Resistencia
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)



sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sardaies d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Mirasol (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie athenaï (10%)
4, cours Avericum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kersmont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3^e)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1^{er})
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne ne trade
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Carpes
50, bd de la Madelaine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
26, rue du Valois (1^{er}) (10%)
Les Joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Harmattan
18, rue des Quatre Vents (5^e) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14^e) (10%)
Pleams
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5^e)
Reims
Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5^e)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5^e) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5^e
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2^e)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Laynaud (1^{er}) (tarif étud.)

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 23 novembre

TF 1
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Double détente : *Film TV*
 22 h 10 - Des idées et des hommes : Sören Kierkegaard. *L'œuvre et la philosophie du «père» de l'existentialisme.*
 23 h 10 - Journal

A 2
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cartes sur table : *S.M. Bokassa 1^{er}. Portrait et interview du dictateur sanguinaire de l'État centre-africain.*
 21 h 35 - L'échange : *Feuilleton en cinq épisodes.*
 22 h 25 - Juke box : Ted Nugent
 22 h 55 - Journal

FR 3
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Police sur la ville : *Film américain*
 22 h 05 - Journal
 22 h 20 - Un évènement

Jeudi 24 novembre

TF 1
 18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 25 - Pour les jeunes
 18 h 50 - Les aventures de l'énergie
 18 h 55 - Le 16 à Kerbriant
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Les partis politiques
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Mariages
 21 h 30 - Soixante minutes pour convaincre
 22 h 40 - Allons au cinéma
 23 h 10 - Journal

A 2
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 - 00 - Journal
 20 h 35 - Le grand échiquier
 23 h 40 - Journal

FR 3
 18 h 45 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma français : *Chère Louise*
 22 h 00 - Journal
 22 h 15 - Réussite

Les yeux de l'Asie

Textes inédits de Jack London

Aux éditions 10/18

Les éditions 10/18 poursuivent la publication des œuvres de Jack London, travail entrepris depuis plusieurs années par Francis Lacassin. Le dernier titre présenté : *Les yeux de l'Asie* n'a pas d'équivalent dans l'édition américaine originale des œuvres de Jack London nous dit Lacassin. C'est le résultat d'un patient travail de recherches de textes publiés dans diverses revues. Le roman qui donne son nom au recueil est celui sur lequel

travaillait London quand il est mort ; il est demeuré inachevé. Il y a dans ce recueil des textes d'une réussite et d'un intérêt inégaux. On y trouve notamment quelques nouvelles du meilleur London : celui de «*La ruée vers l'or*» ou de «*L'appel de la forêt*». «*Le cornet à dés du diable*» par exemple est traversé tout entier par cette fièvre de l'or qui fit périr dans le froid du grand Nord tant d'aventuriers qui espéraient faire fortune.



Femmes droit et justice

Un numéro de la revue *Actes*

La dernière parution de la revue *Actes* (Cahiers d'action juridiques trimestriels) donne exclusivement la parole à des femmes. En effet, ce numéro consacré aux femmes et à la justice a été totalement réalisé par les femmes du comité de rédaction et des collaboratrices de la revue. Seules des femmes pouvaient parler d'expériences du rapport de la justice aux femmes, sous tous ses aspects. Cette réalisation collective de ce numéro de la revue s'ouvre par une interrogation sur la place des femmes à l'intérieur des organisations syndicales et militantes sur le

front de la justice et amène à dénoncer le sexisme régnant dans ces organisations. Les femmes qui ont participé à cette prise de paroles dans *Actes* en concluent que «*des luttes juridiques comme celles menées actuellement contre les viols et violences exercées par les femmes, montrent bien que pour être reconnues comme «politiques», et donc reprises et même seulement admises par le grand mouvement opposant opprimés et oppresseurs, exploités et exploiteurs, il faut que les femmes disposent à la fois de l'information, de la criti-*

que et de la réflexion théorique, ce que le numéro fait par des femmes a pour objectif de favoriser.

Au sommaire de ce numéro, une inculpée du MLAC d'Aix parle des luttes menées pour amener les organisations syndicales à prendre en compte la défense des revendications spécifiques des femmes, le divorce, les pensions alimentaires, les femmes en prison, le droit bourgeois et la lutte des femmes, la violence contre les femmes sont les principaux thèmes traités.

Demain, notre nouveau feuilleton

Et l'acier fut trempé

Dans les semaines qui viennent, nous publierons en feuilleton de larges extraits du roman d'Ostrovski : *Et l'acier fut trempé*.

En ce soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre, c'est sans doute l'un des romans qui restitue le mieux, de la façon la plus frappante, la plus vivante l'élan révolutionnaire qui a soulevé alors le prolétariat et le peuple de ce qui devenait alors l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

L'auteur, Ostrovski fut un communiste, un combattant qui a participé activement, comme des milliers d'autres, à la lutte et notamment à la guerre contre les armées blanches et les bandes contre-révolutionnaires. Il ne s'est résolu à écrire que, contraint et forcé, au moment où, par suite des blessures reçues au combat, il s'est trouvé dans l'incapacité physique de participer activement au renforcement de la dictature du prolétariat. Pour lui, écrire ce roman, et celui qui a suivi, c'était le moyen, malgré

les souffrances qui le clouaient au lit, de continuer à lutter pour la cause de la Révolution. Et rien d'autre. Rien ne le prédisposait à devenir écrivain. Mais il s'y est appliqué, avec acharnement, à partir du moment où il a vu que la plume était la seule arme qu'il pouvait encore utiliser.

Ostrovski a largement puisé dans les souvenirs de sa propre vie pour former la trame de son récit. Pour une bonne part, du point de vue des événements et des péripéties, le héros du roman, c'est lui. Mais il ne fait pas œuvre d'autobiographie : aucune complaisance sur sa personne. Là n'est pas son sujet : son sujet c'est la révolution prolétarienne, ce sont les formidables bouleversements qui s'opèrent en quelques mois, en quelques années. Ses héros ce sont ces ouvriers et ces paysans qui deviennent acteurs de l'histoire, qui balayent les idées et les préjugés du passé à une allure accélérée et qui sont capables alors de déployer collectivement une éner-

gie irrésistible. Et parmi eux, issus d'eux, étroitement unis à eux, les communistes. Ostrovski ne les décrit jamais de façon stéréotypée, figée : animés du même élan, chacun d'eux est présent, avec ses particularités, sa manière d'être, son caractère.

Un autre mérite d'Ostrovski est de ne jamais tomber dans l'imaginaire d'une épopée rectiligne, euphorique : pour lui, la révolution et les premières années de socialisme qu'il a connues sont avant tout un combat de classe, un combat intense, décuplé. Les difficultés, les tensions de ce combat, la lutte politique au sein même des révolutionnaires, Ostrovski les rencontre et les décrit. Et cela n'enlève rien à son enthousiasme, au contraire.

Le livre d'Ostrovski a conservé aujourd'hui une très grande force.

L'expérience montre, que les travailleurs, même les plus écœurés par ce qu'on leur propose sous le nom de littérature, font immédiatement la différence et se passionnent pour ce récit.

La jeunesse, l'actualité de ce livre mettent en pièces l'image travestie de la Révolution d'octobre que les révisionnistes et aujourd'hui Brejnev, avec ses cérémonies du 60^e anniversaire, voudraient imposer. Ils ont pu momentanément étouffer, écraser l'élan formidable de la Révolution de 17. Mais à lire ces pages, on acquiert la conviction que cet élan est irrépressible, que notre avenir, c'est la révolution prolétarienne.

Catalogne, Pays Basque

L'ÉTAT ESPAGNOL EN PROCES

«CE SONT LES PEUPLES QUI DOIVENT CONTRÔLER LEUR PROPRE DESTIN» Mikel de CASTELLS

●Mikel de Castells, avocat, a plaidé dans de nombreux procès pour défendre des militants de l'ETA. Il n'appartient à aucun parti politique, mais il est très représentatif de la gauche «abertzale», c'est-à-dire patriotique.

Pour celle-ci, comme pour ETA dont toutes ses composantes proviennent, l'attitude conciliatrice du PNV en matière nationale est clairement reliée à sa nature de classe.

Les objectifs fondamentaux qui unissent ces diverses composantes sont l'indépendance du Pays Basque et la réunification de ses territoires historiques du Nord et du Sud des Pyrénées. Pour elles, cette lutte est inséparable de la lutte pour le socialisme qui doit être menée dans le cadre de la nation basque.

Reportage de Frédéric FERRER

— Quotidien du Peuple : En quoi le mot d'ordre d'indépendance intéresse-t-il le peuple travailleur d'Euskadi ?

Mikel de Castells : Ce sont les peuples qui doivent contrôler leur propre destin, et non les Etats actuels qui sont des unités capitalistes.

Le peuple de l'Etat espagnol n'existe pas, ce qui existe, c'est le peuple basque, le peuple catalan, le peuple galicien, le peuple espagnol, c'est-à-dire les autres.

Pour la gauche abertzale, les peuples doivent être unis, frères les uns des autres, nous ne voulons pas d'une Euskadi qui soit une sorte de Katanga, mais nous voulons avoir des relations libres avec les autres peuples.

Du point de vue social, les plus radicaux ont toujours été les partisans d'indépendance, le PNV lui, n'est ni ouvrier ni nationaliste : c'est un parti affilié à l'«internationale démocratique-chrétienne».

— Selon toi, quel est le projet de Suarez quant au problème des nationalités de l'Etat espagnol ?

— Clairement, le projet de Suarez c'est-à-dire celui de l'UCD, parti continuiste actuellement au pouvoir, c'est de maintenir l'Unité de l'Etat et la domination de l'oli-

garchie espagnole — à laquelle appartiennent aussi des familles d'origine basque — sur toutes les nationalités soumises à l'Etat espagnol.

Aujourd'hui, le maintien de cette unité passe par certaines concessions à des secteurs capitalistes basques, afin d'obtenir leur appui. Concrètement, les actuels régimes de pré-autonomie, type Généralité de Tarradellas, sont une claire tromperie de la classe travailleuse et des secteurs populaires qui ont lutté et qui ont perdu des morts ces dernières années.

— N'y a-t-il aucun aspect positif à la mise en place de ces régimes ?

— L'aspect positif réside dans le fait que cette position suppose la reconnaissance de l'existence d'une force dans le peuple, d'une lutte populaire qui oblige le régime à abandonner des formes clairement fascistes et à assumer des formes plus proches des actuelles «démocraties» européennes. Mais les secteurs populaires basques continuent de n'avoir aucune participation au pouvoir.

— Que signifie pour toi le pacte de la Moncloa ?

— C'est un pacte qui a pour but de sauver le système politique et



socio-économique. Le capitalisme et le centralisme sont entrés en crise, pour sauver la continuité socio-économique. Tout ceux que l'on peut appeler aujourd'hui les grands partis parlementaristes se sont unis.

Il s'agit de démobiliser la lutte populaire en Euskadi, de l'isoler, d'empêcher même que la classe travailleuse des divers Etats mette en avant des revendications économiques élémentaires. Il s'agit d'imposer aux travailleurs des sacrifices pour sauver le capitalisme et juguler les luttes de libération nationale.

— Le Pacte de la Moncloa comporte également un volet de mesures politiques que le PCE met en avant pour justifier son accord. Qu'en penses-tu ?

— Ces mesures ne sont pas clairement connues, aucune information précise n'a été faite à ce sujet.

Mais la trajectoire des partis politiques de l'Etat espagnol et d'Euskadi, qui l'ont signé, nous laisse supposer que ces mesures permettent seulement le jeu politique limité de ces partis, de la même manière que les élections du 15 juin étaient organisées au seul bénéfice de ces partis.

Au niveau de l'auto-gouvernement basque, comme d'autres revendications, le pacte ne suppose pratiquement aucune nouvelle «concession».

Le peuple travailleur basque n'est pas intéressé par ce pacte : ses intérêts n'ont été ni respectés, ni représentés.

— On sait que la gauche «abertzale» et la gauche du PCE opérant ici, en Euskadi, cherchent à présenter un Front uni pour les prochaines élections municipales. Tu as dirigé en Guipuzcoa les candidatures de la coalition «Euskadiko Ezkerra». Pourrais-tu nous indiquer, selon toi, quel pourrait être le programme d'un tel front ?

— Il m'est difficile, n'étant pas responsable d'un parti, de te répondre sur la question du programme. Ce que je peux te

dire, c'est qu'au niveau de la base, la question de l'unité est considérée comme essentielle.

La droite, les partis parlementaristes ont su s'unir. Si nous ne nous unissons pas, nous allons être la défaite. Ce qu'il faut, c'est que s'unissent d'abord entre eux les représentants de la gauche abertzale qui sont déjà réunis dans le «K.A.S.» et qu'ensuite, ils fassent l'unité avec les autres éléments de la gauche révolutionnaire qui sont organisés au niveau de l'Etat, mais qui opèrent en Euskadi. C'est là un désir populaire.

— Quelles seraient ses chances de succès ?

— Ne nous engageons pas trop à parler de l'avenir. Ce qui est certain, c'est que nous pouvons obtenir de tels résultats, que rien ne pourra se faire sans nous.

— Que penses-tu de la politique du PCE ?

— Dans la pratique, il n'a en rien assumé la revendication nationale. Ici, le PC d'Euskadi n'a aucune indépendance par rapport au PCE et c'est le PC Espagnol qui lui impose sa ligne de conduite. Il maintient une position très ambiguë sur la question de la Navarre. En Navarre, les militants du PC sont

directement organisés au niveau de l'Etat et ne dépendent pas du PC d'Euskadi.

— Tu a été l'un des avocats de l'ETA. Que penses-tu de la loi d'amnistie ?

— Cette amnistie a dû être concédée devant la lutte des masses. Comme toujours, le peuple conquiert plus que ce qu'on lui donne. Par exemple, on a effacé des délits des militants de l'ETA qui avaient été bannis, mais ceux-ci étaient déjà rentrés et menaient ici une vie normale.

Mais on a parlé d'amnistie finale, d'amnistie de la réconciliation. Il n'en est rien.

Cette amnistie, proclamée le 17 septembre, laisse de côté toutes les personnes impliquées dans des actions violentes effectuées après le 15 juin. Parmi ceux-ci, il y a précisément le comité exécutif de ETA (2). De la sorte, on oblige celui-ci à rester dans la clandestinité, à continuer de lutter.

On peut parler d'une amnistie plus large que les trois qu'il y a eu antérieurement, mais certainement pas d'une amnistie de la réconciliation. En fait, c'est la 4^e amnistie partielle concédée depuis la mort de Franco. Ce n'est certainement pas la dernière. C'est sans doute l'avant-dernière !

Lettre des pêcheurs de Fentarrabie



L'Etat Français refuse le renouvellement d'accords anciens autorisant les pêcheurs basques du Sud à travailler près des côtes basques françaises. Totalement abandonnés par le gouvernement espagnol qui n'est pas intéressé par la défense de secteurs qu'il juge non rentables, ils ont récemment organisé une manifestation de 15 000 personnes à Fontarrabie. Voici l'essentiel de la lettre qu'ils ont adressé à Giscard d'Estaing.

« Nous ne savons pas si les principes de droit commun qui animaient la législation actuelle concernant l'usage des chemins et des pâturages, si riche en solution de bon voisinage entre les deux pays sont également applicables aux chemins et aux lieux de pêche de la mer. Les mêmes montagnes et la même baie nous protègent ; nous parlons la même langue et nos enfants, accueillis dans votre pays en des circonstances plus que douloureuses, n'ont pas hésité à verser leur sang pour défendre la nation qui leur donnait un toit. Nous sommes des travailleurs qui ne possédons ni les moyens, ni les embarcations nécessaires pour substituer aux actuelles zones de pêche d'autres plus éloignées, nous voulons simplement travailler comme nous l'ont enseigné nos aïeux ».

les Partis de la gauche Abertzale

LAIA est l'ancienne branche ouvrière de l'ETA, c'est la moins nombreuse des trois organisations de la gauche abertzale. HASI est organisée de part et d'autre des Pyrénées ; elle compte dans ses rangs un grand nombre d'intellectuels.

Ces deux organisations soutiennent la branche militaire de l'E.T.A. qui continue à mener des actions armées.

EIA est sans doute la plus nombreuse et celle qui a le plus d'influence aujourd'hui. Elle compte dans ses rangs de nombreux dirigeants historiques de l'E.T.A. et un député aux Cortès.

Elle est soutenue par E.T.A. (politico-militaire) qui a interrompu ses actions armées.

Aucun de ces partis n'a encore de statut légal, bien qu'ils jouissent d'une certaine tolérance.

Demain : suite de notre reportage au pays basque

(1) abertzale ; patriotique
(2) ETA militaire